

# LES CAHIERS DES DROITS DE L'HOMME REVUE MENSUELLE

RÉDACTION ET ADMINISTRATION  
27, Rue Jean-Dolent — PARIS-XIV<sup>e</sup>  
Compte Chèques Postaux : 218-25 Paris

Directeur : Emile KAHN  
Secr. de Rédaction : Blanche Cougnenc

Prix de ce numéro : 200 FRANCS  
Abonnement pour 10 nos : 500 FRANCS

## SOMMAIRE

<i>Anniversaires</i> .....	Emile KAHN D <sup>r</sup> SICARD DE PLAULOLES Jacques BADAMARD Georges GOMBAULT René GEORGES-ETIENNE Suzanne COLLETTE-KAHN
<i>Victor Basch</i> .....	
<i>Février 1934</i> (documents).	
<i>Entre Berlin et Genève</i> .....	LE COMITÉ CENTRAL
<i>La défense des libertés publiques</i> .....	

## BUREAU DU COMITE CENTRAL

Votants : 31. — Bulletins blancs : 4. — Suffrages exprimés : 27.  
Majorité absolue : 14.

<i>Président</i> : Emile KAHN .....	26 voix.
<i>Vice-Présidents</i> : René GEORGES-ETIENNE .....	27 voix.
Georges GOMBAULT .....	27 voix.
Mme Suzanne COLLETTE-KAHN .....	26 voix.
Paul RIVET .....	26 voix.
D' SEGELLE .....	26 voix.
Mme Georgette CHAPELAIN .....	24 voix.
René BARTHES .....	24 voix.
<i>Trésoriers Généraux</i> : Georges BORIS .....	26 voix.
Louis PANSARD .....	26 voix.
<i>Secrétaire Générale Administrative</i> : Mme MOSSE .....	26 voix.

(Séance de Comité du 1<sup>er</sup> mars 1954.)

## *Une nouvelle violation des libertés publiques*

La violation des libertés publiques continue.

Une manifestation avait été prévue pour les 13 et 14 Mars par un groupe de citoyens qui se croyaient libres, d'accord avec les grandes associations d'Anciens combattants, de mutilés et de résistants : un cortège silencieux devait porter des gerbes de fleurs et des couronnes aux monuments dédiés aux morts des deux grandes guerres, en signe de protestation contre le réarmement de l'Allemagne. Les autorités publiques ont interdit ce cortège.

C'est la seconde fois en quelques semaines que le Préfet de police, le ministre de l'Intérieur et le Gouvernement solidaires interdisent arbitrairement un défilé ordonné et paisible, autorisé par la loi. Prétendant éviter un désordre imaginaire, elles n'ont pas craint de provoquer des désordres possibles.

Les promoteurs de la manifestation, soucieux d'épargner à des mutilés et à des infirmes de guerre le choc de la police, ont décommandé le cortège, non sans protester contre une interdiction illégale et injustifiable. La Ligue des Droits de l'Homme joint sa protestation à la leur.

Elle proteste d'autant plus énergiquement que le Gouvernement ajoute l'arbitraire à l'arbitraire : délibérant en Conseil, il aurait, suivant les déclarations de son porte-parole à la presse, interdit toute manifestation publique au sujet de la Communauté européenne de défense. Donc, un simple projet de loi, non encore soumis au vote du Parlement, est déclaré tabou.

La Ligue observe que cette interdiction, contraire aux principes fondamentaux de la République, ne peut se réclamer que d'un décret napoléonien, pris au lendemain du coup d'État du 2 décembre et déterré pour la circonstance. Ainsi se vérifient les appréhensions des Français qui redoutent dans la C. E. D., non seulement la renaissance amorcée du militarisme allemand, mais aussi la mutilation des libertés civiques dans tous les pays de l'Europe à Six.

(15 Mars 1954.)

# Anniversaires

Le Comité Central de la Ligue avait décidé de commémorer ensemble le dixième anniversaire de l'assassinat de Victor Basch (10-11 Janvier 1944) et le vingtième anniversaire de la riposte républicaine à l'émeute fasciste du 6 février (11-12-Février 1934).

Une réunion publique était prévue à Paris dans la soirée du 11 Février. Les intempéries et la maladie, frappant durement parmi nous, obligèrent à une première remise au dimanche 21, puis à un renvoi plus lointain. La direction des *Cahiers*, pleinement d'accord avec le Bureau, décida alors de consacrer un *Cahier* à la mémoire de Victor Basch et au rôle de la Ligue en Février 1934 : c'est celui que vous avez entre les mains.

Le Bureau souhaite que les Fédérations et les Sections en tirent le plus grand parti, c'est-à-dire qu'elles n'y puisent pas seulement quelques éléments de propagande, mais qu'elles y trouvent la matière de conférences publiques ou privées. Il serait particulièrement désirable que chacune d'elles en fit, sinon la lecture, du moins l'analyse et le commentaire en Assemblée générale des ligueurs : ce retour vers le passé y prendrait valeur d'engagement pour l'avenir.

Car, on le verra de mieux en mieux à la lecture de ce *Cahier*, cette Ligue d'il y a dix ou vingt ans était aux prises avec des problèmes que le temps n'a pas réglés ou mal réglés, et qui nous assaillent. Elle se trouvait en face d'obligations qui sont les nôtres, ou toutes proches des nôtres. Et l'esprit qui l'animait n'a pas cessé, ne doit pas cesser, d'être le nôtre.

## I. — VICTOR BASCH

L'hommage à Victor Basch lui est rendu ici par ceux des survivants qui ont été, dans la Ligue, ses plus constants, ses plus fidèles assesseurs : les vétérans, le docteur Sicard de Plauzoles (1903) et Jacques Hadamard (1909) — Georges Gombault, déjà membre du Comité Central — René Georges-Etienne, étroitement uni à son père, notre Trésorier général, et lui-même porteur de tous les espoirs que Basch mettait en sa jeunesse, en son courage, en son talent ; Suzanne Collette-Kahn enfin, qui avait été l'élève éblouie du Maître avant de compter, au Comité Central, parmi les plus dévoués au Président, et qui est restée toute proche de lui jusqu'à la fin.

Le portrait qu'ils ont tracé de lui suivant leurs souvenirs ne pouvait pas le peindre tout entier. Pour le représenter dans toute la richesse de ses dons, il aurait fallu un volume aussi varié et aussi dense que le Livre d'Or composé par la Ligue pour Ferdinand Buisson. Mais si rapides qu'aient dû être ces esquisses, chaque trait, chaque touche, en sont fidèles et l'image de Victor Basch en sort vivante.

A-t-elle été, à leur insu, déformée par la grandeur tragique de sa fin ? Je ne le crois pas. Il arrive qu'après une mort dans le martyre, la victime apparaisse transfigurée : ce qu'elle avait d'humain s'efface dans une pieuse sublimation. Ça aurait été ici un double contre sens.

D'abord, parce que la mort de Victor Basch a été le complément ou, pour reprendre l'une de ses expressions favorites, le parachèvement de sa vie. Ensuite, parce qu'il n'a pas été, ni voulu, ni prétendu être le fade modèle de toutes les vertus des livres d'éducation pour enfants bien-pensants, mais un homme pleinement, généreusement humain. Et c'est là sa vraie grandeur.

Il était, comme tous les hommes, fait de chair, de sang et de nerfs — d'une chair noble et délicate, sensible aux attraits comme aux blessures de la vie, d'un sang vif et fort, et de nerfs tendus et frémissants — si bien que le monde extérieur pénétrait en lui, s'y réfléchissait et provoquait la riposte de la parole et du geste avec la rapidité d'un

réflexe. Ajoutez, suivant les termes mêmes qu'il emploie à définir Titien, « *un cerveau qui savait tout saisir, tout retenir et tout comprendre* », et une volonté imposant à cette nature effervescente la discipline de la raison et la domination de l'esprit.

L'esprit, c'était d'abord le monde de la pensée. Ses études, et la connaissance intime de la langue allemande, en lui en ouvrant l'accès, l'avaient initié, comme il l'a dit à propos de Goethe, aux « *plus hauts problèmes qui hantent l'esprit humain* ». Il avait préparé l'agrégation de philosophie, qu'il eût passée triomphalement si une maladie imprévue ne l'avait rejeté à l'improviste vers l'agrégation d'allemand. Mais la séduction de la philosophie persistait. Entré d'emblée dans l'enseignement supérieur, il y vouait les meilleurs de ses cours, et, devenu homme public, le goût des constructions élancées vers les hauteurs, joint à l'intelligence des relations profondes et au sens de l'universel, élargissait sa vue des réalités actuelles en perspectives éblouissantes de lumière.

Ce philosophe pourtant ne se perdait, au rebours de tels autres égarés parmi nous, ni dans le jeu des sophismes ni dans le balancement stérile des propos contradictoires, ni dans le mépris transcendant de ce qui est. Son intelligence était assez vive et assez vaste, comme celle de Jaurès, pour embrasser à la fois l'idéal et le réel. Il avait eu le bonheur de recevoir en Sorbonne l'enseignement d'un historien de la philosophie, Brochard, scrupuleux praticien de la critique des textes. Ses études germaniques l'avaient à la fois plié à la discipline précise et rigoureuse de la philologie, et conduit à la connaissance de « l'universel devenir ». Il avait le goût et le sens de l'histoire, les scrupules de l'historien. Au près de sa table de travail, les grands manuels d'histoire demeuraient à portée de sa main. Sa critique historique sévère, portant sur une information que sa connaissance des langues rendait ample et diverse, lui donnait, à travers l'accumulation des mensonges intéressés, la vue exacte des faits et leur vraie signification. C'est elle qui d'abord l'a mené à la conviction de l'innocence de Dreyfus, puis l'a guidé sûrement en tant d'affaires publiques, de la guerre du Transvaal à l'abdication de Munich. C'est elle notamment qui l'a conduit à marquer le premier, dans son admirable étude *La guerre de 1914 et le Droit* (1915), le rôle déterminant de l'Autriche-Hongrie dans le déchaînement du conflit.

Philosophe et historien, sa règle majeure était l'obéissance à la raison. Ce familier de la pensée nébuleuse des Allemands tenait, quant à lui, des Grecs, des Latins et de la tradition française, l'attachement aux idées claires coordonnées par la raison. De là, parmi les Allemands, sa prédilection pour Goethe mûri et s'imposant la discipline de la raison. Héritier de la Révolution française, elle-même héritière des lucides penseurs du siècle des lumières, il avait foi en la raison constructive, régulatrice des sociétés, promotrice du progrès humain, et se sentait sûr, en dépit des éclipses passagères, de sa victoire finale.

À la raison, en effet, de conduire les hommes. Il lui donnait « *la précellence* » sur la foi religieuse : partant de ce principe, il expliquait et justifiait la laïcité, le séculaire effort d'affranchissement des esprits, de l'État, de ses institutions, et de la plus précieuse, la plus disputée de toutes, l'École.

Cette foi dans la raison, cette soumission à la raison, s'alliaient chez Victor Basch, comme chez Goethe, au culte de la Beauté. Il l'aimait sous quelque forme qu'elle apparût, en quelque mode qu'elle s'exprimât. Il était lui-même poète : « *Moi, disait-il, chez lequel tout sentiment et toute pensée se traduisent naturellement en rythmes et en rimes* ». Formé par les Parnassiens, il rimait sa pensée en vers frappés comme des médailles :

Si mes cheveux sont blancs, mon âme est jouvencelle...  
Mes yeux restent ouverts aux lumières nouvelles,  
Je me sens citoyen des siècles qui viendront.

Il avait le don de la parole imagée et des périodes se déroulant comme une onde au rythme même de la pensée. Il suivait et jugeait le mouvement de l'art dramatique. Il sentait profondément la beauté des formes visibles, qu'elle se révélât dans les monuments construits, dans la plastique sculpturale ou dans les œuvres peintes. Là même, dans le grand débat éternel entre la ligne et la couleur, il se refusait à prendre parti, aimant du même amour Titien, Léonard et Michel-Ange. Mais sa prédilection allait à la musique, expression de l'inexprimable, traductrice des mouvements secrets de l'âme, bouleversante à la fois par la beauté du son, l'accouplement des sons et l'émotion qui la crée, et qu'elle transporte au plus profond de qui l'écoute. Interprète sensible des maîtres, l'un des chagrins de sa vie provint d'une affection musculaire qui lui interdit le piano. L'une de ses grandes joies, par contre, fut la création pour lui, en Sorbonne, d'une chaire d'esthétique et de science de l'art, qu'il occupa quatorze ans, de 1919 à 1933. Il y donnait un enseignement à la fois doctrinal et expérimental. Il s'y était désigné par la diversité de ses connais-

sances psychologiques, philosophiques et historiques, par ses premiers travaux sur l'esthétique de Kant, de Schiller et des Allemands du XIX<sup>e</sup> siècle. Il en reste, avec l'inoubliable marque imprimée à ses élèves, son *Titiën*, son double *Schumann*, trois livres qualifiés justement par lui « œuvres de recherches et d'amour », et les études rassemblées dans ses *Essais d'esthétique, de philosophie et de littérature*. Parmi les ligueurs qui le fêtaient, en 1933, pour ses soixante-dix ans, celui qui l'a défini le plus heureusement a été Ferdinand Hérold, vantant chez lui l'union de la foi en l'harmonie et de la foi en la raison et ajoutant : « Vous travaillez pour la joie des hommes, par amour de l'harmonie et de la raison, de l'ordre et de la beauté, du juste et du vrai. » J'aurai à revenir, en parlant de sa présidence, sur sa soif de justice : il n'est pas douteux que la justice n'était pas seulement pour lui un impératif de la morale humaine, mais une exigence de beauté.

Philosophe, historien, esthéticien, Victor Basch, qui savait si bien parler, si aisément écrire, n'admettait pas l'improvisation. J'ai déjà noté la rigueur de sa méthode. Elle se doublait de la conscience la plus sourcilieuse. Quand il définit ses études sur tel peintre ou tel musicien « œuvres de recherches », il dit vrai. Avant de parler d'eux, il a lu tout ce qui les concerne, il a vu, contemplé, scruté tout ce qu'on peut voir de tableaux du peintre, entendu ou joué lui-même, en les analysant une à une, toutes les créations du musicien. Il s'est raillé lui-même de « cette stupide conscience universitaire » qui, avant de prononcer pour la Ligue, à Lyon, un discours sur l'œuvre de Zola, lui avait fait relire toutes les œuvres de l'écrivain. Mais cette conscience difficile, honneur de l'Université française, si elle ne procure ni places lucratives, ni mandats parlementaires, ni portefeuilles ministériels, donne à ceux qui se plient à ses exigences une autorité, un crédit moral, qui dominent de haut le verbe facile et creux des bavards.

Deux traits enfin complétaient Victor Basch — deux traits qui ne sont plus du savant, mais de l'homme.

D'abord, la raison, son guide, n'était pas pour lui, comme elle avait été pour Goethe, froide et sèche : il l'imprégnait d'amour humain. Elle ne le conduisait pas, comme Goethe, à un égoïsme distant. Il chérissait une expression qu'il avait forgée : la « piété humaine », qui ne se confond pas avec la pitié dédaigneuse, ni avec la charité théologique, ni avec une compassion passagère, mais qui est faite à la fois de fraternité, de solidarité dans la souffrance et de volonté, non seulement de panser où elles s'étaient les plaies saignantes, mais d'en affranchir l'humanité. C'était l'une de ses vertus. « Appelez ça comme vous voudrez, disait-il au Congrès de 1933 à propos des premières persécutions hitlériennes, mais comprenez que des hommes qui, non vœufs d'humanité, ont assez d'imagination pour se représenter ce qu'ils ressentiraient si eux et les leurs se trouvaient dans une situation analogue, aient senti se faire en eux un grand déchirement, qu'un grand cri de souffrance se soit échappé de leur âme... » Cet homme de science et de pensée, ce grand amant de la Beauté, était aussi un homme de cœur.

Enfin, c'était un homme de courage. De courage tranquille et sûr de lui-même jusqu'à la témérité. Sicard de Plauzoles et Jacques Hadamard l'ont justement montré, son goût passionné de la vie pleinement vécue ne l'a jamais retenu de braver la mort. Il s'y exposait résolument à Rennes, à Potsdam, en Espagne. Je sais de toute certitude qu'il souhaitait de tomber avec l'avion qui l'emportait vers Madrid en guerre, qu'il voulait mourir debout. La mort affreuse que ses assassins lui ont imposée n'a pas répondu entièrement à son désir, car il a dû souffrir de la voir également infligée à sa femme. Mais, autant qu'il a été possible de le savoir, il a opposé à ses bourreaux, dans un geste qui était plus qu'une tentative de vaine riposte, le mépris souverain du juste pour le plus lâche des attentats.

## II. — SA PRÉSIDENTE

Tel était l'homme, tel fut le Président — avec quelque chose de plus.

Il avait été ligueur dès que la Ligue fut créée. Professeur à la Faculté de Lettres de Rennes, l'une des villes les plus cléricales de France, il s'y battait déjà pour Dreyfus innocent.

Le soupçon de l'erreur judiciaire s'était glissé en lui dans l'été de 1897, où il avait appris de source sûre que l'ambassadeur d'Allemagne à Paris, homme honnête, garantissait sur l'honneur l'innocence de Dreyfus. Tout de même, ce n'était qu'un doute, ou, plus exactement, qu'un éveil d'attention. Dès l'automne, avec quelques collègues, rompus comme lui aux méthodes critiques, parmi lesquels un admirable historien, âme de cristal, Henri Sée, Juif comme lui, et un catholique pratiquant, Dottin, il étudiait les éléments matériels et moraux de l'affaire que chaque jour faisait jaillir de l'ombre.

L'examen du Bordereau, seule pièce officielle de l'accusation, sa comparaison avec les lettres d'Esterhazy,

la personnalité sinistre d'Esterhazy, la scandaleuse parodie de justice que fut son procès machiné, puis son acquittement triomphal avaient, jour après jour, mué les doutes en certitudes. Venus d'horizons différents, mais tous formés à ce respect de la vérité qui était la loi, non écrite mais impérieuse, de l'Université tout entière, sa violation éhontée leur découvrait aux commandes d'une République de façade une clique de menteurs, de faussaires et d'hypocrites, applaudie par la foule ignare. Cette révélation les révoltait comme Zola, en même temps que Zola. Ainsi que tant d'autres alors, le grand cri de Zola libérait leur propre conscience. Les échos de son procès, répercutés dans toute la France, dressaient devant eux l'obligation de s'unir et d'agir pour rendre à la patrie des Droits de l'Homme le sentiment et le respect des droits de l'Homme.

Ils étaient donc prêts à répondre à l'appel de Ludovic Trarieux, et, la Ligue constituée le 4 Juin 1898, ils lui donnèrent immédiatement leur adhésion. Ils n'étaient encore qu'une poignée et ce n'est qu'en janvier 1899 qu'ils purent se former en Section. Ils n'étaient, dans ce pays chouan, qu'une poignée haïe, dénoncée, menacée. Le plus exposé, à la fois comme Juif et pour son activité militante, était Basch.

Combien de fois sa maison du Gros-Chêne, qui allait devenir, lors du procès de Rennes, le lieu de rassemblement des dreyfusards, fut-elle assaillie par les bandes de jeunes cléricaux, ses carreaux si souvent brisés qu'on dut renoncer à les remettre! Cette même jeunesse courageuse, et puissamment encouragée, attaquait Basch dans sa personne, lui jetant bravement des pierres ou tentant, à cinquante contre un, de le noyer dans la Vilaine — ce qui manqua de peu.

La Section constituée aux premiers jours de 1899, grossie de nouvelles adhésions à l'issue paradoxale du procès de Rennes, Basch n'en devint le président qu'en 1903, mais il en était déjà le plus ardent, le plus actif propagandiste. Toutes ses qualités natives ou acquises l'y portaient, et un changement profond venait de se faire dans sa conception de la vie.

Comme pour tant d'autres, l'affaire Dreyfus avait fait jaillir de lui une personnalité jusqu'alors inconnue. Certains, jetés hors d'eux-mêmes, de leurs méthodes de penser, de leurs manières de vivre, y retombèrent la crise passée. Chez la plupart, l'être nouveau dura : pour les plus jeunes, à peine formés encore, tout leur destin garda l'empreinte. Quant aux aînés, ils se virent d'un coup révélés à eux-mêmes. Victor Basch était de ceux-ci.

Il ne l'a pas caché : il était jusqu'alors volontairement étranger aux affaires publiques. Il ne professait pour la politique — c'est sa phrase même — que hautain mépris. « *Sans doute, disait-il au banquet d'Amiens, j'avais été élevé dans le culte et dans la religion de la démocratie... Mais, au fond, tout ce qui n'était pas verbe, forme, idée pure ne me passionnait pas. Je n'appartenais à aucun parti. Je n'avais jamais jusque-là — je m'en suis accusé bien des fois — parlé vraiment avec un ouvrier.* » Vint donc l'Affaire : « *Il se produisit alors en moi un phénomène étrange. Moi qui, jusqu'alors, n'avais, à proprement parler, éprouvé aucun sentiment social, qui n'avais vécu que pour moi-même, pour mon enrichissement intérieur, pour ma science, pour mon enseignement, pour mes livres et pour ma famille, qui était moi encore, je me sentis transformé. A me dire que, là-bas, agonisait dans les fers, sous « la double boucle », un innocent, j'ai senti comme une brûlure qui me dévorait tout entier. Il me devenait impossible de me livrer à mes occupations habituelles. La science, la poésie, l'art, certes! Mais l'innocent qui, dans son île maudite, se mourait, dans la honte et le désespoir! Comment vivre avec la conscience de cette monstrueuse iniquité? N'était-ce pas en être complice que de ne pas consacrer ce que j'avais en moi d'énergie, d'intelligence, de force de propagande au sauvetage de l'homme de la douleur?... C'est ainsi qu'à partir de 1898, je vécus comme une vie nouvelle...* »

Nouvelle, en effet, par son ordonnance apparente — « *je fis de mon existence deux parts : l'une consacrée à ma fonction et à mes travaux, et l'autre à la propagande* », — plus nouvelle encore dans l'orientation de sa pensée.

Quoi qu'il en ait dit, il n'était pas, avant l'Affaire, un dilettante. Un dilettante ne s'impose pas les règles sévères de la méthode critique, il n'obéit pas aux exigences rudes de la conscience professorale. Ce qui animait, avant l'affaire, Victor Basch penseur et historien de la pensée, c'était une prédilection pour l'Individu et pour la doctrine individualiste. Sa grande thèse étant d'esthétique, la seconde portait sur l'individualisme de Stirner. D'autres études ultérieures, livres ou articles, sur Emerson, sur Carlyle, sur le Danois Kierkegaard et le Norvégien Ibsen, sur le Français Renan, attestent l'attrait persistant de l'individualisme sur son esprit. Il n'a jamais nié « *l'invincible vertu de l'âme singulière, face à face avec la vie, face avec Dieu* ». Il admirait en Ibsen « *le sapin du Nord, qui dresse, sur l'Europe solitaire, sa silhouette hautaine, et qui, seul debout parmi les victimes de l'hiver, ose braver la tempête et narguer la rafale* ». Il sentait profondément, jusqu'à l'envier parfois, la grandeur sculpturale de l'Ennemi du peuple, dressé

dans l'assurance de sa raison clairvoyante contre la foule aveugle, ivre d'envie et de fureur. Mais le grand changement opéré par l'Affaire, c'est qu'il ne s'attache plus à l'Individu singulier pour s'y rallier, mais pour le réfuter.

A l'individualisme, désormais, il oppose le socialisme.

De même que l'Affaire a transporté Francis de Pressensé des marais du modérantisme politique et des lisières du catholicisme social au socialisme collectiviste et laïque, de même elle a fait de Victor Basch un militant de la pensée et de l'action socialistes. Attiré par Jaurès, avec lequel il offre tant de ressemblance, il a donné son adhésion au Parti et jusqu'à la fin, en dépit des scissions communiste et néo, il y restera. Son socialisme, comme celui de Jaurès, plus encore que celui de Jaurès, est pénétré d'idéalisme : le socialisme, pour lui, est le mouvement qui mène l'Homme à la plénitude de ses droits, à l'entière justice, à la liberté assurée, à quelque chose de plus enfin, de plus précieux et de plus nécessaire encore : « Permettre à tous les membres de la communauté humaine de se développer d'une façon normale. » Commentant la pensée de Renan suivant laquelle « un spectacle plus lamentable encore que celui des souffrances physiques est de voir l'immense majorité de l'humanité condamnée à l'idiotisme intellectuel, de voir des hommes semblables à moi, ayant peut-être des facultés intellectuelles et morales supérieures aux miennes, réduits à l'abrutissement, infortunés traversant la vie, naissant, vivant et mourant, sans avoir un seul instant levé les yeux du servile instrument qui leur donne du pain... », Basch la dépouille de ce qu'elle garde de dédain aristocratique. « Nous ne voulons pas, écrit-il, l'universel nivellement, mais l'accès de tous aux lumières : la fin dernière des civilisations n'est, ni de créer, aux dépens de l'humanité moyenne, de petites aristocraties, jalouses et tyranniques, ni de détruire toutes les aristocraties pour faire descendre la société tout entière au niveau de l'humanité inférieure, mais c'est de faire de tous les hommes des aristocrates véritables, c'est-à-dire des êtres nobles, raisonnables et purs. Ainsi le socialisme réalisera ce que la démocratie a promis, l'affranchissement de toutes les servitudes, non seulement économiques et politiques, mais aussi intellectuelles et morales, et l'avènement d'une humanité dotée enfin de tous ses droits, usant enfin de tous ses dons. »

On aurait tort de croire que ce socialisme de Basch, encore une fois si proche de celui de Jaurès, restait sur le plan doctrinal. Il avait lui-même pris contact avec le monde prolétarien, et il tint à le maintenir jusqu'à la fin.

Comment s'opéra la première rencontre, il l'a évoqué en 1938 pour le quarantième anniversaire de la Ligue.

« Nous sentions bien que ce n'étaient pas les quelques intellectuels que nous étions qui pouvions affronter victorieusement les haines contre nous conjurées de toute une ville. Il fallait, pour que nous puissions résister et finalement l'emporter, que nous recourrions aux forces ouvrières. J'ai raconté, pour le dixième anniversaire du procès de Rennes, comment Henri Sée et moi nous avons tenté une démarche auprès de la Bourse du Travail ; comment ce n'est pas sans appréhension que, pour la première fois, je suis entré en rapports avec des représentants de la classe ouvrière organisée ; comment nous parvînmes à les convaincre du devoir qu'ils avaient de s'associer à notre mouvement ; comment, à ce moment, les petites réunions que nous avions organisées s'élargirent, comment les étudiants nationalistes qui venaient, presque tous les soirs, faire des manifestations devant mes fenêtres, trouvèrent des adversaires de taille et comment, enfin, durant tout le procès de Rennes, une équipe ouvrière protégea les témoins dreyfusards et nous accompagna, quatre fois par jour, Jaurès, Labori et moi-même, de ma maison au Conseil de guerre et du Conseil de guerre à ma maison. » Souvenirs inoubliables, qui n'ont pas cessé de vivre en lui, de fermenter en lui, d'entretenir en lui cette amitié confiante et constante pour le peuple des prolétaires, qui peut se tromper, qui peut se laisser tromper, mais qu'on retrouve debout pour défendre une République ingrate, une France trop souvent marâtre, au cours de Vincennes le 12 février 1934, dans les rassemblements du Front populaire et dans la Résistance...

Cette analyse des virtualités nouvelles qui, sous le coup de l'Affaire, s'éveillaient en Victor Basch resterait incomplète — il y manquerait le trait majeur — si l'on n'y ajoutait la soif inextinguible de justice. Il s'en est expliqué lui-même, en parlant, avec un sourire, de « la justicite aiguë qui est la caractéristique du ligueur ». Il l'a définie « la manie de ne pouvoir supporter que, quelque part dans le monde, il y eût des hommes, à quelque nation, à quelque race, à quelque religion qu'ils appartenissent, qui étaient victimes d'actes illégaux et arbitraires, que, dans un point quelconque du globe, il y eût des peuples, victimes de l'oppression. Manie non exempte de présomption, puisque, sans que personne ne nous en ait donné le mandat, nous nous attribuons à nous-mêmes le noble rôle de justiciers. Nommé à Paris et entré au Comité Central, j'ai continué sous la direction de mes maîtres, de Pressensé et Buisson, devenus mes amis... » Comme Pressensé, comme Buisson, comme tous ceux qui ont été touchés et pénétrés par la grâce dreyfusarde, l'Affaire unique, en découvrant des abîmes d'iniquités, jetait le ligueur Basch à la poursuite infinie de la justice pour tous, individus, groupements et peuples. De l'observation de Pressensé sur l'élargissement de l'Affaire : « Nous avons trouvé devant nous

un symbole de toute l'iniquité de la société présente », et de la déclaration célèbre de Buisson : « Il y a une affaire Dreyfus partout où il y a un ouvrier qui souffre, un enfant sans instruction, un travailleur sans défense, un vieillard sans asile », Victor Basch a fait la loi maîtresse de sa nouvelle vie.

J'ai longuement insisté sur l'homme nouveau issu de l'Affaire — ou, pour mieux dire, sur l'enrichissement dont l'Affaire, sans rien lui ôter de ses dons anciens, avait doté Victor Basch. Pas trop longuement, s'il est vrai que c'est cette double éducation, celle de la pensée, de la science et de l'art par l'étude, et celle de la vie par l'Affaire, qui a préparé pour la Ligue une présidence incomparable.

\* \* \*

Nommé à la Sorbonne, il était entré au Comité Central, à la faveur d'une vacance, en février 1907. Deux ans plus tard, en juin 1909, il devenait vice-président de la Ligue. En novembre 1926, à la retraite de Buisson, le Comité l'élisait président.

Pourquoi dissimuler que l'élection fut difficile ? Je ne compose pas une légende pieuse, j'essaye de montrer un homme, sa vie et son action tels qu'ils ont été réellement. Peut-être, d'ailleurs, comprendra-t-on mieux certaine grandeur d'attitude du président Victor Basch si l'on sait en quelles conditions il est devenu président.

L'un de ses collègues à la vice-présidence — je ne nommerai personne — ressentait pour lui une antipathie qu'il ne cachait pas. Dans le Bureau, dans le Comité, certains redoutaient ce qu'il appelait lui-même son « impulsivité » et son « intransigeance » de militant. D'autres s'effrayaient de ses idées qu'ils estimaient « trop avancées » ou, comme on disait alors, « extrémistes ». Pour ces motifs conjugués, un premier tour ne donna rien, tandis qu'au second, Victor Basch ne passait qu'avec 23 voix sur 43 votants.

Les membres du Comité qui lui avaient fait confiance étaient d'abord ceux dont les idées étaient proches des siennes, ceux qui avaient de la Ligue, de ses méthodes et de ses devoirs, la même conception que lui. D'autres, cependant, moins portés à partager ses vues, votèrent néanmoins pour lui — ç'a été le cas de Guernut, l'honneur de Guernut — parce qu'ils savaient quelle force inégalable il apporterait à la Ligue, quel éclat il lui donnerait, et aussi dans la conviction que la présidence tempérerait ce qu'il y avait d'impérieux en lui.

Ils ont eu en partie raison, sans avoir raison tout à fait. Victor Basch président n'a pas changé d'idées. Il n'a jamais renoncé à soutenir et à défendre ses idées. Ce qui est vrai, c'est qu'il a professé hautement, au Comité, dans les Congrès, dans ses articles, le droit pour d'autres de penser autrement, et qu'il s'est toujours efforcé de comprendre la pensée contraire à la sienne. Mais ce n'était là rien de nouveau. Son enseignement, ses livres, ses études exposaient scrupuleusement des idées qui lui restaient étrangères, qu'ensuite seulement il discutait et réfutait. Devenu président, il n'avait pas de peine à observer la même méthode scrupuleuse, et il ne se privait pas du droit de réplique et de réfutation.

Emile KAHN.

(Voir la suite page 49.)

## *Un nouvel abus de la police*

Le Comité Central de la Ligue des Droits de l'Homme, réuni le 21 Février, Ému de l'interdiction notifiée par le Préfet de police contre la manifestation que certains groupements avaient l'intention d'organiser le 14 Février 1954 à l'occasion de l'anniversaire des événements de Février 1934,

Élève unanimement une protestation énergique contre cette interdiction qui, en l'absence de tout motif réellement justifié par la sauvegarde de l'ordre public, lui apparaît comme un nouvel excès de pouvoir et une nouvelle violation des libertés.



## TÉMOIGNAGES sur Victor Basch

" Nous qui sommes l'avant-garde de la République, le bouclier de la Démocratie... "

Victor BASCH, 18 juillet 1936.

I

*Heureux ceux qui sont morts pour une juste cause...*

Le 16 juillet 1933, lors de notre Congrès d'Amiens, j'avais l'honneur de présider le banquet offert à Victor Basch, notre Président, à l'occasion de ses 70 ans; j'essayai de tracer les traits dominants de cette grande figure. « Cet homme, ai-je dit, se caractérise par ces trois qualités merveilleuses, exceptionnelles : l'absolue sincérité, l'absolu courage, l'absolu désintéressement. »

Vingt ans après, je n'ai rien à changer à ce jugement, ni rien à dire de plus.

Ce même jour, 16 juillet 1933, Henri Guernut a dit à Victor Basch : « Vous aurez été le Président de la raison... la raison que la passion inspire... la raison militante. »

Aussi Victor Basch a-t-il eu la fin qu'il méritait, qu'il souhaitait, qu'il ambitionnait — glorieuse récompense — la mort d'un martyr et d'un héros!

*Heureux ceux qui sont morts pour la justice et pour la liberté!*

Docteur SICARD DE PLAULOLES.

II

C'est un grand défenseur de la justice qui venait de se signaler lorsqu'il me fut donné, en août 1899, de rencontrer Victor Basch, en arrivant à Rennes au milieu des débats du procès de révision.

Il était désigné à l'admiration des uns par ce qui le désignait à la fureur des autres. Un défenseur de la justice, reconnu par tous ceux qui, dans cette tourmente, avaient gardé leur conscience droite et leur raison claire; un ennemi public pour les autres. Un ennemi du peuple, pouvait-on dire, à ce moment où l'œuvre d'Ibsen venait d'être portée à la connaissance du public français; et le grand Norvégien semblait avoir été prophétique jusque dans les détails, puisqu'un pavé avait été lancé dans les carreaux de la maison, qu'avec son admirable compagnie il habitait.

Geste ignoble, qui nous apparaît à présent comme prélude à l'horrible scène de 1944.

Cette haine de nos ennemis, il n'a cessé de la mériter. Entre ces deux dates de 1899 et de 1944, ce fut toute une vie vouée à la défense des Droits de l'Homme avec la même ardeur, avec la même hauteur de vues, avec la même droiture tranquille et inflexible.

Pendant toutes ces années, nous l'avons vu à notre tête sachant toujours où était le droit, et par conséquent où était le devoir, et n'en déviant jamais.

Victor Basch portait haut le drapeau de notre Ligue, n'ignorant pas — et, avec lui, celle qui s'est toujours tenue à ses côtés — le danger qu'il courait, et le méprisant.

Jacques HADAMARD.

III

Victor Basch fut à la fois un grand intellectuel et un homme d'action. Quand son génie ou sa réflexion lui avaient fait découvrir le vrai et le juste, il n'était point d'obstacle qu'il n'affrontât pour les faire triompher. L'on peut lui appliquer les paroles qu'au début de l'Affaire Dreyfus, Guesde adressait à Jaurès : « Ce qui est admirable en vous, c'est que l'acte suit immédiatement la pensée. » Au cours des trois crises majeures de notre politique à la fin du dix-neuvième siècle et dans les premières années du vingtième — l'Affaire, le Six Février, Munich et la Résistance — Victor Basch eut la même attitude clairvoyante et courageuse jusqu'à l'héroïsme. Il savait, dès le temps où les trublions manifestaient sous ses fenêtres à Rennes, que sa résistance à la réaction pourrait lui être fatale. Le danger couru ne le fit jamais céder, ni reculer d'un pouce. Il finit par

succomber. Mais la barbarie hitlérienne, en lui enlevant la vie, l'a grandi encore. Son nom s'inscrit dans la liste glorieuse des victimes du fanatisme dont le martyr a servi l'Humanité! La mort tragique de Victor Basch fut l'acte suprême du soldat de l'Idéal.

\* \*

Je l'entends encore. Au Comité Central, dans nos Congrès, dans les meetings. Passionné certes, et soulevant, par son éloquence inspirée, tous les auditeurs. Mais avec quelle probité scrupuleuse cet homme, que ses adversaires traitaient de sectaire, soutenait ses thèses ou menait sa polémique! Le philosophe, le linguiste qu'il était, appliquait avec rigueur les méthodes critiques dans toutes les circonstances de sa vie pu-

blique. Il examinait sans parti pris les arguments de ses contradicteurs et s'il y découvrait une âme de vérité, il le confessait. Il cherchait à les convaincre, sans se lasser jamais. Nous avons été témoins, au cours de la bataille qui, au moment de Munich, nous divisa au Comité Central, de ses efforts pour ramener les collègues que leur pacifisme inconditionnel conduisait à ne plus voir le péril nazi, et même à excuser Hitler. Nous étions indignés, et je me souviens d'une séance où je me dressai contre l'un de ces défaitsistes. Victor Basch n'était pas moins indigné que nous-mêmes. Mais il ne désespérait pas de faire entendre raison aux égarés. Et il était le Président de la Ligue, de ce haut lieu où toutes les opinions peuvent se faire entendre : il faisait respecter, jusqu'à l'extrême limite, la liberté de pensée et d'expression. Aucune considération d'amitié ne le retenait : s'il lui apparaissait que ses familiers erraient, il les reprenait. Il résistait aux entraînements collectifs : on le vit donner sa démission en plein Congrès pour protester contre une décision déplorable. Ah ! le grand, l'admirable Président !

Je le revois ! En 34, 35, 36. Il était déjà un vieillard. Mais sa foi républicaine lui rendait la souplesse de ses jeunes années, quand il affrontait les foules rebelles pour dénoncer le mensonge de la raison d'Etat et l'ignominie de l'antisémitisme. Oui, je le revois, la canne haute, résolu et enthousiaste, marchant en tête de nos manifestations et entraînant les républicains unis contre le fascisme. D'un pas allègre, il allait de la Bastille à la Nation. Sa présence physique était nécessaire pour servir de lien entre les démocrates que, dans les réunions préliminaires, il avait parfois éprouvé quelque

peine à mettre d'accord. Ce devoir accompli, il rentrait dans son cabinet de travail dont les rayons témoignaient de son universelle curiosité d'esprit, de son amour de l'art, ce cabinet de travail que les Allemands pillèrent si consciencieusement que, suivant sa pittoresque expression, ils n'y laissèrent même pas un grain de poussière. Indifférent à la fatigue, Victor Basch réédifiait alors un appel, un article pour les Cahiers, un commentaire de l'événement du jour pour une publication de gauche ! Puisque l'adversaire ne désarmait pas, cet animateur de la pensée et de la défense républicaines ne s'arrêtait pas lui-même.

\*\*

Parmi les crimes des hitlériens et de leurs milices, il n'en est pas un de plus odieux, de plus répugnant que l'assassinat de ces deux vieillards, Victor Basch et M<sup>me</sup> Victor Basch : comment les séparerions-nous dans notre respectueuse affection, alors que des misérables leur ont infligé la même mort !

Cette fin, au côté de la compagne de son apostolat, de l'être qui révélait en lui toute la finesse et la générosité humaines, comme elle illustre la sauvagerie du fascisme et pare d'héroïsme l'admirable figure de celui qui fut notre guide et notre conscience !

Quelle gloire pour notre Ligue que Victor Basch l'ait choisie pour mener son combat de démocrate ! Quelle obligation de défense intrépide de la liberté, de l'égalité, de la justice et de la paix véritable, nous crée la fidélité à sa grande et pure mémoire !

GEORGES GOMBAULT.

## IV

Dix ans ont passé depuis ce jour où, me rendant à l'une de ces réunions clandestines de ligues résistants qu'organisait si courageusement le Président Sicard de Plauzoles en son cabinet de l'Institut Alfred Fournier, j'apprenais l'odieux et lâche attentat dont venaient d'être victimes notre cher Victor Basch et sa femme.

Dix ans ont passé, et cependant je conserve aussi précis qu'aux premiers jours le souvenir des sentiments que nous ressentimes en ce triste après-midi.

Stupeur d'abord, particulièrement pour moi, car le matin même ma mère et moi avions reçu une lettre de Victor Basch dans laquelle il nous exprimait, en termes nobles et émouvants à la fois, le chagrin qu'il venait de ressentir à l'annonce de la mort toute récente de mon père, nous disant notamment : « Pendant les longues années que nous avons collaboré, je ne me rappelle pas une occasion où nous n'ayons pas été en pleine communion de pensée et de sentiment. » Et sa confiance totale en une prochaine libération de la France, puisqu'il ajoutait : « Quelle douleur qu'il n'ait pu assister au redressement de la France, auquel il aurait apporté tout ce qui était en lui de bonne volonté et de sereine clairvoyance. »

Cette lettre, que j'ai pieusement conservée, porte la date de : « Lyon-Saint-Clair, 116, Grande-Rue, 8 janvier 1944. » Elle est donc certainement l'une des dernières que Victor Basch ait écrites, puisque c'est le surlendemain, 10 janvier, que le destin allait l'empêcher, lui aussi, d'assister au redressement de la France...

Mais, à l'annonce de ce double crime, plus vives encore que notre stupeur furent notre révolte, notre indignation et notre peine ; et dix ans après elles demeurent aussi vives...

D'autres, qui ont eu l'insigne honneur de collaborer avec Victor Basch au Bureau et au Comité central de la Ligue, rappellent, avec plus d'autorité que je ne saurais le faire, le président incomparable qu'il fut pour la Ligue et l'homme exquis qu'il fut pour ses collègues.

Je ne veux, pour ma part, ajouter à cet hommage collectif que le tribut particulier de gratitude des jeunes... des jeunes de l'époque où il présidait aux destinées de la Ligue.

Gratitude, d'abord, pour la courtoisie, l'affabilité et la délicatesse avec lesquelles — lui qui était parfois si vif dans nos congrès — il accueillait toujours les jeunes à la Ligue ou en son cabinet de la rue Huysmans.

Gratitude, aussi, pour la confiance qu'il leur témoignait, les encouragements qu'il leur prodiguait généreusement, s'appliquant toujours — sans grand effort d'ailleurs, en vérité, tant il était lui-même resté étonnamment jeune de cœur et d'esprit — à saisir leurs aspirations, à comprendre leurs hésitations, à respecter leurs sentiments de l'indépendance et à ne jamais s'impatienter de leur contradiction lorsque, parfois, comme il est naturel à cet âge, elle se manifestait.

Gratitude, enfin, pour l'inlassable dévouement qu'il apportait à leurs entreprises.

Victor Basch, qui avait admirablement compris que la Ligue, pour se survivre, doit se renouveler, recruter parmi les jeunes et pour cela conserver un étroit contact avec la jeunesse, singulièrement avec la jeunesse universitaire, fût, avec Henri Guernut et Emile Kahn, l'un des grands artisans de l'étroite collaboration qui s'institua pendant les dix dernières années d'avant-guerre entre la Ligue et la jeunesse universitaire républicaine groupée dans notre L.A.U.R.S., cette L.A.U.R.S. qui a donné un nombre appréciable de ligueurs et dont quatre de ses anciens dirigeants sont à l'heure actuelle membres du Comité Central de la Ligue.

J'apporte ici ce témoignage que durant les longues années où j'ai présidé aux destinées de la L.A.U.R.S., je n'ai jamais fait appel en vain au concours de Victor Basch, que ce fût pour nous conseiller dans notre action nationale ou internationale, ou pour apporter son incomparable talent d'orateur, soit à nos meetings parisiens des Sociétés savantes et de Bullier, souvent singulièrement agités et parfois même périlleux, soit à nos manifestations et à nos Congrès de lointaines villes universitaires.

Au sein même de la Ligue, Victor Basch savait admirablement attirer et retenir les jeunes; il voulait que les jeunes puissent s'y exprimer librement, s'y épanouir et y donner toute leur mesure; dans ce but, il n'hésitait pas, parfois au prix de certaines contestations internes, leur confier missions, délégations de propagande et même rapports dans les Congrès nationaux et internationaux de la Ligue et de la Fédération internationale des Ligues.

Quand j'évoque aujourd'hui la mémoire de Victor Basch, surgissent devant mes yeux toute une série d'images qui, en se juxtaposant, recomposent dans sa diversité, comme dans son unité la figure d'un homme hors série, au destin exceptionnel.

Mon souvenir le retrouve, comme si c'était hier, tel qu'il nous apparaissait, à nous ses élèves de la Sorbonne, avec son noble visage comme sculpté dans le marbre, l'éclat de son verbe ardent, qui, tant de fois nous élevait au-dessus de nous-mêmes, souvent nous cinglait de son ironie mordante, et ne nous laissait jamais indifférents...

Au-delà du professeur, on découvrait vite l'homme portant à ses disciples qu'il accueillait volontiers chez lui un intérêt bienveillant et compréhensif. Je me rappelle la première visite intimidée que je lui fis dans son logis de la rue du Lunain, dont la simplicité sévère m'avait profondément surpris. Jeune comme je l'étais alors, je m'imaginai qu'un homme si épris de beauté, si riche d'imagination et qui nous donnait l'exemple de si hautes envolées, dût, derrière ce ne sais quelles Propylées, vivre sous de vastes portiques...

Après un vide de quelques années, je le revois dans son bureau surélevé de la rue Huysmans, où, entouré de ses livres et de ses tableaux, le soleil irradiant son crâne glabre, il semblait planer au-dessus des contingences de ce monde et les dominer de sa pensée fulgurante... C'était vers la fin de la guerre de 1914. Je l'entends encore évoquer en quelques phrases saisissantes les conséquences qu'entraînerait ce grand drame dans

Et si quelques-uns d'entre ces jeunes, qui atteignent aujourd'hui seulement la maturité, connaissent la Ligue et son esprit presque comme de « vieux ligueurs », c'est parce que Victor Basch a largement contribué à les former et c'est en grande partie à Victor Basch que la Ligue, et eux-mêmes, le doivent...

Jeunes ligueurs de l'époque de Victor Basch, la meilleure manière de lui rendre hommage et de nous acquitter de la dette de reconnaissance que nous avons contractée à son égard, est assurément de rester fidèle à sa Ligue et à sa religion.

Cette religion, on ne saurait en donner plus belle définition que celle que Victor Basch lui-même a formulée en rendant hommage aux trois premiers Présidents de la Ligue au début du « Livre d'Or des Droits de l'Homme », que la Ligue a publié en 1927.

Victor Basch y a écrit : « Trarieux, de Pressensé étaient, Buisson est, de ces hommes inspirés pour lesquels l'homme n'est vraiment homme que lorsqu'il se dépasse lui-même, c'est-à-dire lorsqu'il ne permet de se manifester de son être que ce qui est vraiment humain. Et leur religion est la plus haute de toutes, puisque toutes s'y ramènent : la religion de l'humanité. »

Victor Basch, quatrième Président de la Ligue, a été, lui aussi, un des plus nobles serviteurs de cette religion.

RENÉ GEORGES-ETIENNE.

la vie des peuples, et exprimer toute la souffrance qu'en éprouvait son âme de pacifiste. Puis, passant du ton grave au ton familier, comme il lui arrivait souvent, il me dit soudain en me reconduisant jusqu'à sa porte : « Dites-moi, mon enfant, qu'attendez-vous pour venir à la Ligue des Droits de l'Homme? Vous êtes certainement d'accord avec nous! »

Peu de temps après, je découvris ainsi Victor Basch ligueur. Et si je l'entendais, dans les réunions de la Ligue, traiter d'autres sujets, si je le voyais évoluer dans une atmosphère différente de celle de la Sorbonne, je retrouvais en lui la même hauteur de vues, la même humanité profonde, la même éloquence passionnée. Victor Basch dans l'affaire Caillaux, au moment de l'occupation de la Ruhr; Victor Basch allant, au péril de sa vie, braver à Potsdam les Casques d'Acier, Victor Basch dénonçant avec des accents prophétiques la menace de l'hitlérisme, marchant, avec Langevin, en tête de la manifestation populaire du 12 février 1934, puis allant défendre à Vienne les victimes de Dollfus, s'envolant vers l'Espagne en guerre, pour porter secours à nos amis républicains, se dressant, révolté, contre la honte de Munich : tous ces souvenirs se pressent en foule dans ma mémoire lorsque j'évoque Victor Basch, ligueur.

... Et voici que s'imposent à moi les derniers souvenirs : ceux de l'occupation.

Après l'exode, nous restâmes de longues semaines sans nouvelles de lui. Avait-il pu joindre Mme Basch en Bretagne? Était-il tombé aux mains des Allemands?

A Clermont-Ferrand, où nous étions nous-mêmes réfugiés, nous apprîmes à la fois qu'une amie avait réussi à le ramener à Lyon avec M<sup>me</sup> Basch, et qu'il venait de perdre son fils Georges, gendre de Marius Moutet. C'était le troisième enfant qu'il perdait.

Notre premier mouvement fut d'aller le voir à Lyon. M<sup>me</sup> Basch nous pria de différer notre visite. Ecrasé de douleur, son mari n'était en état de parler à quiconque. Quelques mois plus tard, nous reçûmes de lui une petite lettre où il exprimait le désir de nous rencontrer. Ce fut lui qui vint passer quelques jours auprès de nous, au printemps de 1941, dans le petit village des environs de Clermont où nous campions alors.

Grâce à cette faculté de rebondissement qui lui était propre, il avait physiquement surmonté sa douleur, et ne parlait que des tournées qu'il voulait entreprendre dans la zone sud pour stimuler les Ligeurs et les regrouper. Nous eûmes de la peine à le convaincre que la police de Vichy aurait tôt fait de l'arrêter, lui et ses auditeurs avec lui. Et nous insistâmes sur cet argument que la Ligue aurait besoin de son Président au jour de la Libération, dont il ne doutait pas plus que nous, même si l'échéance n'en était pas connue.

Il savait alors que les Allemands, dès le lendemain de leur entrée à Paris, avaient saccagé son domicile, enlevé tous ses livres, tous ses documents, parmi lesquels des manuscrits tout prêts, pour l'impression. Pour un homme comme lui, c'était une autre perte cruelle et irréparable. Il en parlait néanmoins en plaisantant : « Ce qui console, dans cette affaire, nous disait-il, c'est que les Allemands ne parviendront jamais à déchiffrer mon écriture illisible. »

Nous retrouvâmes Victor Basch à Evian, au cours de l'été 1942. Son séjour, comme le nôtre, fut empoisonné par les tracasseries odieuses de fonctionnaires vichysois particulièrement acharnés à pourchasser les Juifs venus là pour se soigner. Impavide, Victor Basch — du moins, en ce qui le concernait personnellement — tenait les mesures antijuives pour nulles et non avenues. « Un de ces jours, les gendarmes viendront m'arrêter : ce sera drôle ! » me déclara-t-il au cours d'une promenade. Bravade ? Sérénité méprisante du philosophe ? Il y avait chez lui l'une et l'autre. C'est ainsi, qu'au moins jusqu'en 1943, il résista effectivement aux exhortations de ceux de ses amis qui le pressaient de chercher un refuge hors de Lyon, où le séjour était devenu pour lui extrêmement dangereux.

Cependant, dès la fin de 1942, sa santé donnait des inquiétudes. Il était menacé d'une grave opération. Elle fut décidée pour le printemps de 1943. Depuis janvier de cette même année, c'est-à-dire à partir du moment où Emile Kahn avait dit — selon l'expression consacrée — « disparaître dans la nature », je servais de trait d'union entre le Président de la Ligue, son secrétaire général et quelques-uns de leurs amis. J'ai sous les yeux — parmi d'autres — la lettre que m'écrivit Victor Basch, le 2 mars 1943, pour fixer la date de la visite que je devais lui faire à Lyon, et qui dépendait de la décision des médecins : « J'envisage la perspective de ce qui m'attend avec une grande philosophie », me disait-il. Et il ajoutait, en allemand : « Was kann mir geschehen ? » (Que peut-il m'arriver ?), comme dit un personnage d'Anzengruber. C'est ma pauvre femme, qui n'avait pas besoin de ces émotions, qui me peina. »

Peu de temps après, je passai une journée avec M. et

M<sup>me</sup> Basch, au domicile qu'ils occupaient dans le quartier populaire de Lyon-Saint-Clair.

Victor Basch parla très peu de sa santé, visiblement soucieux d'éviter ce sujet. Mais il se montra, d'une part, très optimiste quant à la fin de la guerre, qu'il croyait assez proche, et très préoccupé, d'autre part, des problèmes qu'aurait à résoudre la France en général et la Ligue en particulier. Pour ce qui est de celle-ci, il m'énuméra les éléments et même les personnes qu'il faudrait écarter résolument, à cause de leur attitude indigne avant ou pendant l'occupation...

Je quittai mon vieux maître le cœur serré, inquiète de l'opération projetée, qui devait avoir lieu quelques semaines plus tard.

Victor Basch la supporta, sembla la surmonter ; mais il ne devait plus retrouver la plénitude de ses forces physiques.

Notre correspondance reprit après sa sortie de la clinique, et je retrouve plusieurs lettres où il me demande avec insistance des nouvelles de « Raymond » (Rosenmark), dont nous étions tous très inquiets.

De Montpellier, où j'avais dû moi-même me réfugier à la fin de 1943, je lui écrivis le 28 décembre, pour lui adresser mes vœux et exprimer l'espoir que l'année 1944 nous apporterait à tous la fin de nos maux. Par retour du courrier, le 30 décembre, je reçus de Victor Basch la seule lettre amère et angoissée qu'il nous ait jamais écrite au cours de ces années terribles. Sa fierté lui interdisait d'ordinaire de se plaindre.

Il venait d'éprouver une vive inquiétude au sujet de sa belle-fille Marianne Basch, fille de Marius Moutet, qui venait d'échapper de justesse à la Gestapo avec ses deux enfants.

Pour la première fois, sa lettre donnait l'impression qu'il eût souhaité se mettre à l'abri ; mais son état de santé ne lui permettait plus de prendre à lui seul les initiatives nécessaires. C'est à peine s'il pouvait encore marcher.

Il m'écrivit ce jour-là : « Je trouve que nos amis se sont, jusqu'ici, montrés bien peu prévenants à notre égard. Ils n'ont donné aucun témoignage de sympathie à ceux d'entre nous qui ont été le plus cruellement frappés. Et ils ne se sont aucunement préoccupés de savoir ce que nous devenions dans la grande tourmente. Ils savaient nous trouver quand ils avaient besoin de notre collaboration. Je suis, quant à moi, de par mon âge, hors de jeu. Encore me devaient-ils un souvenir d'affection, et à d'autres un secours effectif. C'est la première et la dernière fois que je manifeste l'amertume que je n'ai pas pu ne pas éprouver. Il faut être, pour n'être pas oublié, enrégimenté dans un parti, et ne pas siéger, comme nous avons fait, au pifond. »

J'étais encore sous le coup de cette lettre bouleversante, lorsque, écoutant la radio anglaise, le soir du 11 janvier 1944, je reçus en plein cœur l'affreuse nouvelle : « Victor Basch et sa femme, âgés respectivement de 81 et 82 ans, ont été assassinés. Leurs cadavres ont été retrouvés sur une route, à 15 kilomètres de Lyon... »

Que de fois ne me suis-je pas demandé depuis lors ce qu'avaient pu être les derniers instants de cet homme à la fois si fier et si sensible. S'est-il éteint dans un sentiment de solitude affreuse, dans la détresse de se sentir abandonné de ceux qui, en temps utile, eussent pu et dû le sauver ? Ou bien a-t-il accablé de son mépris les brutes qui l'assassinaient ?

Toutes ces images de vous, mon cher maître, demeurent en ma mémoire comme si elles dataient d'hier. La disparition d'un être tel que vous laisse, en ceux qui vous ont connu, un vide qui, loin de se combler, se creuse davantage avec les années.

Car, au spectacle de la dégradation des mœurs publiques, de l'abaissement de tant de consciences, des tartuferies de la politique, du débordement des fanatismes dont nous abreuve eet après-guerre, on mesure

mieux encore ce que vous valiez, vous qui n'étiez que noblesse et désintéressement, et n'aviez de haine que pour l'injustice, la violence et l'imposture.

Et s'il est une consolation, c'est que ce spectacle au moins vous aura été épargné.

Quant à ceux qui ont eu la chance de se trouver sur votre route, leur vie en a gardé comme un reflet de lumière qui les guide.

Suzanne COLLETTE-KAHN.

## Anniversaires

(Suite de la page 44.)

Georges Gombault parle justement de son impartialité présidentielle. C'est qu'en vrai ligueur, et comme les présidents qui l'avaient précédé, il entendait que les débats au Comité et aux Congrès fussent ouverts à toutes les propositions, à toutes les critiques et oppositions, de principe ou de méthode. Mais il ne s'abstenait pas de la riposte, d'autant plus ferme, vigoureuse et vive parfois, qu'elle ramenait la logique où elle avait manqué, qu'elle dépouillait les sophismes de leur séduction apparente, et les chimères de leur irréalité.

Ce qu'il refusait d'accueillir, par contre, c'étaient l'attaque personnelle et la déformation de sa pensée ou de son action. Ce qu'il refusait d'accepter, c'était qu'on manquât aux principes qui sont la raison d'être de la Ligue, ou qu'on gaspillât en querelles mesquines un temps et des forces qui étaient dûs aux grandes causes.

Il faut revenir à ce Congrès de 1934 et à cette démission que Gombault, avec raison, a évoquée. La Ligue se trouvait réunie pour la première fois depuis l'émeute de Février, le danger fasciste planait sur la France, la dictature fasciste écrasait l'Italie, Hitler affermissait par la terreur et dans l'horreur son despotisme encore récent, des menaces de guerre rôdaient — et le premier jour du Congrès se passait en un défilé de récriminations hargneuses, de reproches inconsistants, coupés d'exclamations intolérantes. Quand le lendemain, abusé, le Congrès flétrit un absent sans le prévenir et lui permettre de se défendre, c'en était trop et Basch décida de partir. Relisons sa déclaration.

*« Les collègues qui ont soulevé cette question n'ont pas l'air de se douter que, en évoquant ici un problème proprement politique, ils détruisent la Ligue qui, de par sa constitution même, ne peut vivre qu'à la condition de rester en dehors de toutes les querelles, de toutes les abominables querelles politiques. Cet incident n'est, d'ailleurs, que le couronnement de ce qui s'est passé ici dans la matinée et au début de l'après-midi d'hier. Vous avez entendu... »*

(Suit le rappel des accusateurs et des plus perfides des accusations). Puis il poursuit : *« Cela, vous l'avez entendu. Mais ce que vous ne savez pas, car je l'ai toujours tu, ce sont les manœuvres souterraines qui s'opèrent au Comité Central lui-même, où notre travail est saboté, où nos opposants font exactement ce qu'il font dans les Congrès, à savoir de ne pas s'occuper des grandes questions qui sont à l'ordre du jour, mais d'avoir pour seule préoccupation de faire pièce au Comité Central.*

*« Citoyennes et citoyens, si j'ai donné ma vie tout entière à la Ligue..., je confesse ici hautement que j'ai été un mauvais ligueur, que j'ai été un mauvais président. En effet, j'ai eu un grand tort, le tort de n'être pas un président de combat, le tort de manquer de volonté ou, si vous le voulez, de brutalité. J'ai essayé, autant qu'il était en moi, d'atténuer les divergences et les dissentiments. J'ai tenté de comprendre mes camarades de l'opposition... »*

*« Eh bien ! c'est fini ! »*

*« Dès hier, après avoir entendu nos adversaires, après avoir entendu des griefs comme ceux qu'a osé présenter ici X... (suit le nom), je me suis dit : c'est trop stupide de sacrifier ma vie à cela. »*

*« Non, ce n'est pas cela, la Ligue. La Ligue est là pour étudier de grands problèmes, pour montrer à la démocratie le chemin qu'elle doit suivre, pour prendre, à l'égard des graves événements extérieurs et intérieurs en face desquels nous nous trouvons, de graves résolutions. Au lieu de cela, dans les Congrès, presque tout notre temps est absorbé par des querelles personnelles, par des accusations mensongères ou futiles. »*

*« J'en ai assez, je m'en vais. »*

Oui, comme il le disait, et comme Gombault le rappelle, il avait essayé de comprendre les ligueurs de l'opposition. De les comprendre, et aussi de les convaincre. Non seulement avant ce Congrès de 1934 où sa patience se lassa, mais, sa démission reprise sur un redressement du Congrès, pendant des mois encore, jusqu'en 1937, à Tours, où l'opposition « pacifiste » commença par défendre l'agression hitléro-mussolinienne en Espagne, refusa de se lever en l'honneur du peuple espagnol défenseur de la Liberté et décida de quitter la Ligue qu'elle taxait de « bellicisme ».

Hors de la Ligue, contre la Ligue, elle promena cette accusation de bellicisme (et, bien entendu, de communisme) à travers la presse d'affaires et de réaction, du *Matin* au journal du fasciste Scapini. Il n'était plus question alors de comprendre et de convaincre, mais de mépriser.

De mépriser, quand ces anciens ligueurs, se reniant eux-mêmes, applaudissaient à Munich et, de concert avec tous les pro-hitlériens, jetaient bassement l'insulte à la Ligue, presque seule dressée dans sa protestation.

De mépriser enfin et de s'indigner, quand la plupart des mêmes, suivant la pente de leur reniement, se rallièrent à Pétain, à Laval, à Hitler, à son personnel d'occupation, de persécution et d'exécution, qui, disait un d'entre eux (l'un des interpellateurs au Congrès de 1934), au sortir de la prison où les occupants l'avaient enfermé par mégarde, « ont bien raison d'assurer leur défense » !

« *Je ne sais pas haïr* », déclarait Victor Basch. Il ne savait pas haïr les personnes, se contentant, pour tel ou tel, de répulsion et de mépris. Mais il savait haïr de toute sa passion d'homme droit toutes les bassesses — la calomnie, la fourberie, l'avidité flagorneuse et rampante, l'injure à défaut d'arguments — et toutes les iniquités, et toutes les oppressions. Devant le crime ou la vilénie, sa piété humaine n'aurait pas pu se contenter d'une froide argumentation.

\* \* \*

Accédant à la présidence, il recevait, dépôt sacré, l'héritage entier de Trarieux, de Pressensé et de Buisson. Mais il se sentait avant tout le successeur de Pressensé.

Il avait vécu près de lui quelques années inoubliables. Il n'avait pas seulement, avec tous les ligueurs, admiré son courage impassible, la puissance et la hardiesse de sa pensée, et cette étrange séduction d'une éloquence dépouillée volontairement de toutes les attractions oratoires. Il avait eu le privilège de connaître en Pressensé intime le familier des grands poètes et de découvrir, sous l'enveloppe glaciale de sa froideur coupante, un cœur sensible et délicat. Toutes différences de tempérament réservées, il le prit pour guide et modèle.

Il avait, comme Pressensé, l'idée la plus fière de sa fonction de Président, de sa dignité de Président. Il la tenait pour un pouvoir, officieux assurément, mais l'un des plus hauts de la République, et il lui voulait, dans la Ligue même, une autorité effective.

Démocrate, il n'acceptait ni dictature ni confusion de pouvoirs. Le Président, selon lui, devait diriger la Ligue d'accord avec le Comité Central, l'administrer d'accord avec le Bureau, rendre compte au Congrès et solliciter son verdict. Mais il n'admettait pas — pas plus que Pressensé — d'être privé d'initiative. En face d'une décision urgente à prendre — fût-elle grave — il la prenait d'accord avec le Secrétaire général (nous en verrons tout à l'heure, dans la riposte au 6 Février, un exemple saisissant). Si l'accord entre eux ne pouvait se faire, il portait le cas devant le Bureau, parfois devant le Comité (il y en eut du temps de Guernut). Le Secrétaire général absent, le président Basch, se considérant comme le suprême représentant de la Ligue, prenait de son seul mouvement et sous son entière responsabilité les décisions nécessaires.

La Ligue n'eut pas à en souffrir. Il la maintint droitement, régulièrement, dans la voie tracée par ses fondateurs.

Lisez, ou relisez, parmi les textes annexés à ce *Cahier*, son *Credo du ligueur*. Vous y trouverez tous les principes fondamentaux de la Ligue, tout le programme d'action traditionnel de la Ligue : la justice observée, les droits de l'Homme respectés, la démocratie réalisée, la paix universellement assurée, enfin, flamme sacrée de l'âme humaine, la Liberté épanouie.

Je ne reprendrai pas, point par point, tout ce programme de sa présidence, pour lequel toute sa présidence n'a été qu'un long combat. De cette histoire de dix-huit ans — qu'il faudrait mener jusqu'en 1944, car, sous le joug de l'occupant, Victor Basch continuait d'incarner la Ligue — de cette histoire d'une période qui fut la plus difficile et la plus dangereuse qu'ait vécue la Ligue, je ne retiendrai que quelques traits essentiels.

Justice, d'abord. C'était la fonction permanente de la Ligue, et la défense des victimes de l'injustice demeura son occupation quotidienne. Des interventions auprès des pouvoirs publics, Victor Basch rédigea lui-même, comme Pressensé, les plus importantes, et n'en signa aucune sans l'avoir examinée et approuvée. Les grandes causes l'animaient comme autant d'affaires Dreyfus. Vice-président, il avait été le promoteur et le protagoniste du combat de la Ligue dans l'affaire Caillaux. Président, il mit la même résolution tenace et passionnée à obtenir réparation pour Lartigue, libération pour Dumoulin et pour Madeleine Mancini. Quand Guilbeaux, qui n'était pas des nôtres, qui ne nous avait pas ménagés, mais qui était innocent du crime pour lequel il passait en conseil de guerre, fut acquitté par abandon de l'accusation — vous vous en souvenez, Henry Torrès? — et que je lui annonçai la nouvelle au téléphone, il n'eut qu'un cri : « *Vive la France, où ces choses-là sont possibles!* »

Son esprit de justice, son exigence de justice s'appliquaient à toutes les causes, lointaines ou proches. Dans les différends entre les personnes comme dans les débats au Comité Central, il ne recherchait pas le compromis boiteux, ni le blâme facile distribué à tous pour se dispenser de juger. Son impartialité n'était pas une neutralité. Du précepte que Jaurès avait emprunté à l'Écriture pour définir Pressensé : « Si c'est oui, dis oui, et si c'est non, dis non », le président Basch avait fait sa loi.

Cette loi n'épargnait pas plus ses amis que les autres — je serais tenté de dire, avec Moutet (qui en parlait par expérience) que ses amis connaissaient rarement son indulgence. Il avait pour Léon Blum la même affection admirative que Léon Blum sentait pour lui. Elle ne l'empêcha pas, chef d'une délégation du Rassemblement populaire à l'hôtel Matignon au cours de la guerre d'Espagne, de lui dire ce qu'il pensait de la non-intervention, et de le dire si nettement, si durement, que Blum, les larmes aux yeux, l'entendit sans répondre et qu'un lourd silence passa...

Mais c'était aussi cette loi de justice absolue et de franchise entière qui a commandé sa révolte contre les pouvoirs iniques et lui a donné son accent.

\* \* \*

La présidence de Victor Basch a correspondu dans le temps à la floraison contagieuse des dictatures, avec leur affreux cortège de crimes anti-humains.

Nul, en dehors des victimes, n'en a au même degré, en même temps que les victimes, avec une souffrance sœur de la souffrance des victimes, ressenti l'horreur et senti la blessure. Horreur de la résurrection de la brute primitive, armée contre la civilisation des moyens raffinés de la civilisation. Blessure de l'esprit, offensé par la négation de toute morale et de tout droit. Blessure de l'âme, saignant du même sang que les persécutés. Lisez, ou relisez, parmi les textes qui vont suivre, son appel déchirant : « *A l'aide!* »

A ceux qui pouvaient échapper à la frénésie des bourreaux, Victor Basch offrit l'asile de la Ligue. Déjà, en face de la proscription mussolinienne, Guernat avait organisé l'accueil des Italiens. Victor Basch installa la Ligue italienne dans la maison de la Ligue française.

Survint Hitler, et le grand afflux des démocrates allemands. Tandis que, devant eux, les pseudo-pacifistes se vantaient de maintenir leur porte close (déclaration écrite d'un interpellateur de 1934), la Ligue s'ouvrit toute grande. Un service organisé d'inscription et de contrôle s'occupa de procurer les autorisations de séjour et de travail. De longues files de postulants se succédèrent pendant des mois rue Jean-Dolent devant la Ligue. Et la Ligue participa aux travaux collectifs, officieux ou officiels, en vue de rendre moins pénible la condition des réfugiés.

D'autres, bientôt, vinrent se joindre aux Italiens et aux Allemands, parmi lesquels les Autrichiens après le coup de force de Dollfuss, les Espagnols dès l'agression de Franco. En face d'eux, pour eux, Victor Basch ne se contenta pas de l'accueil, ni des protestations retentissantes à travers la France et l'Europe encore libre, ni même des secours organisés : il alla porter le concours de la Ligue sur place.

Il se fit le mandataire des socialistes autrichiens exilés auprès du Chancelier Schuschnigg pour obtenir le respect des droits de la défense dans les procès politiques, leur représentant auprès des avocats pour organiser la défense. Quant à l'Espagne républicaine, assaillie par Franco, Mussolini et Hitler, abandonnée par l'Angleterre et par la France officielle, « *cette Espagne républicaine qui nous est plus chère depuis ses malheurs, et dont nous savons que sa cause est la nôtre* », Victor Basch se fit auprès d'elle, à Madrid, à Valence, à Barcelone, le messenger des Français fidèles à la solidarité dans la défense démocratique. A Paris, avec Langevin, avec Georges Buisson et la C. G. T. alors unie, il organisait l'envoi des secours.

En même temps, il s'ingéniait à donner aux proscrits une activité digne d'eux. Il a été l'interlocuteur, le confident ami de Turati et de Treves, des Autrichiens Otto Bauer et Adler, des Allemands Breitscheid, Gumbel et bien d'autres. Mais il réservait le plus pur et le plus chaud de son affection fraternelle aux Italiens ligueurs, à commencer par Luigi Campolonghi et son admirable femme, Mario Angeloni mort sur le front d'Espagne, et Alberto Cianca, heureusement survivant — aux Espagnols héroïques — aux Allemands Hellmut von Gerlach et Milly Zirker. Ceux-là étaient devenus ses frères et ses sœurs par la pensée et dans l'action. Il fit de Gerlach et de Campolonghi, pour l'honneur de la Ligue, pour l'éclat de la Ligue, des délégués permanents à la propagande de la Ligue.

\* \* \*

Cependant, la peste fasciste s'insinuait en France et l'un des combats de résistance au fascisme, non le moins rude, dut s'y livrer.

Je n'insisterai pas sur le 6 Février, ni sur la riposte à l'émeute : le chapitre suivant y sera consacré. Mais je dois indiquer ici comment, issu de cette riposte, le Rassemblement populaire s'incarna en Victor Basch.

Il était, on le verra, avec Jouhaux, à l'origine de la résistance. Côte à côte avec Léon Blum, Jouhaux et Langevin, il défilait au premier rang du cortège démocratique, au Cours de Vincennes, le 12. Quand les premiers mouvements encore partiels de rapprochement s'ébauchèrent à Paris avec les communistes, il n'accepta pour les représentants de la Ligue qu'une place d'observateurs. Quand l'union devint possible entre tous les républicains, il en fut ardemment l'un des instigateurs. Quand le Comité national du Rassemblement populaire prit pour siège permanent la maison de la Ligue, il s'installa tout naturellement au fauteuil et d'un accord tacite, tous le reconnurent président.

A ce titre il marchait, seul et svelte, en tête du cortège immense, le 14 juillet 1935. A ce titre, il avait présidé à Buffalo, le matin même, à la prestation du serment :

**« Nous faisons le serment solennel de rester unis pour désarmer et dissoudre les ligues factieuses, pour défendre et développer les libertés démocratiques et pour assurer la paix humaine. »**

Au même titre, il présida à l'élaboration et à l'adoption du programme commun, puis au contrôle de son application par les gouvernements de Front populaire, enfin au maintien du Rassemblement lui-même contre les défections, à la persistance de son esprit en face des abdications et des reniements.

\* \* \*

**« Assurer la paix humaine... »** ces quelques mots du serment résumant l'effort le plus constant, le plus tenace, le plus déchirant aussi, de Victor Basch président.

Le déchirement tenait au choix, qui paraissait inéluctable, entre la démocratie à sauver et la paix à conserver. Certains, que nous avons rencontrés déjà, s'en tiraient en sacrifiant d'un cœur léger les démocraties écrasées, et avec elles des milliers de martyrs : Basch ne pouvait s'y résigner. Il cherchait avidement, et la Ligue avec lui, les moyens de pression capables d'obtenir, sans guerre, le desserrement de l'oppression. Par malheur, les gouvernements ne voulaient pas l'entendre.

Mais plus intime et plus cruel, le déchirement lui venait aussi de voir l'Allemagne se montrer telle qu'elle était.

Elle avait été l'objet constant de son étude. Il était le familier de ses poètes, de ses musiciens, de ses philosophes. Il aimait cette période incomparable où avaient jailli ensemble le génie d'un Schiller, celui d'un Goethe, celui d'un Kant, bientôt celui d'un Beethoven. Il sentait jusqu'au fond de lui-même vibrer la sensibilité aiguë d'un Henri Heine et d'un Schumann. Il s'enivrait de la puissance d'un Hegel et d'un Richard Wagner. Et voici qu'autour de lui, devant l'agression accomplie de 1914, devant l'agression nouvelle qui chaque jour se préparait, et devant la barbarie déchaînée, il entendait parler de « l'éternelle Allemagne ».

Son sens historique protestait. Mais, sans admettre ce racisme grossièrement facile, il devait reconnaître, en s'interrogeant comme toujours avec une entière sincérité, la multiplicité de l'Allemagne et sa duplicité.



Il en a poussé l'analyse en des études pénétrantes. On en trouvera des extraits parmi les textes qui vont suivre. Elles auraient mérité la reproduction intégrale : faute de place suffisante, je suis forcé de renvoyer aux sources. Mon plus grand regret est d'avoir dû renoncer à reproduire le grand article des *Cahiers* (1<sup>er</sup> novembre 1938) où il s'explique sur Munich et l'attitude de la Ligue devant Munich : mais ces pages sont trop longues, et tout s'y tient.

De celles qu'on peut lire — ou relire — ici, se dégagent des leçons qui ne sont pas sans valeur aujourd'hui : c'est que le problème de l'Allemagne se pose à nouveau devant nous.

Devant les campagnes, officielles ou officieuses, pour son réarmement — en face des pressions, du dedans et du dehors, pour la forme hypocrite de ce réarmement dans la Communauté européenne de défense — il faut reprendre ces articles, les méditer et en répandre la substance.

A ceux qui proposent à la France un engagement de cinquante ans auquel, de leur propre aveu, l'Allemagne ne serait point liée, opposons « *Démésure allemande* », cri d'angoisse et d'alerte devant la politique aveugle et trébuchante qui, une fois déjà, a conduit la France aux abîmes.

Opposons-leur cette page du discours prononcé à Berlin en 1924, que j'ai citée en notre dernier Congrès : elle précise, entre les deux Allemagnes, celle de la démocratie et celle du militarisme, où va notre amitié, où doit aller notre appui. Elle s'applique exactement à la France d'aujourd'hui en face d'une Allemagne qu'on est en train de ramener à un passé dangereux pour tous et pour elle-même.

— Politique ! diront certains, en ajoutant que ce n'est pas l'affaire de la Ligue. On les étonnerait sans doute en leur disant que l'objection n'est pas nouvelle et qu'il s'est trouvé en tout temps des ligueurs, soit pour borner l'action de la Ligue aux interventions juridiques, soit pour la limiter aux frontières de la France, ou, comme ils disaient, à « balayer devant sa porte ». Pressensé, Buisson, Victor Basch — pour nous en tenir à l'avant-guerre — ont toujours repoussé de telles mutations.

Ils n'ont pas eu de peine à montrer que, dès l'origine, Trarieux, son créateur, avait constitué la Ligue à la fois pour les interventions juridiques et les interventions générales.

Ils n'avaient pas de peine à distinguer la politique de la Ligue, qui prend corps à corps les problèmes posés à la conscience des citoyens, de la politique des partis et de la recherche des mandats.

Ils n'avaient pas de peine enfin à démontrer qu'une action juridique limitée strictement aux cas particuliers s'ampute elle-même en refusant de s'étendre à la réforme de la loi et aux conditions générales qui font obstacle à la justice.

Aussi bien, pour la Ligue, à travers toute son histoire, n'y a-t-il jamais eu qu'une même et seule justice à conquérir, celle qui fait droit aux peuples comme aux individus, aux nations opprimées comme aux innocents condamnés.

Ainsi se résument les déclarations sans nombre de Basch, depuis celle de 1909 à Rennes jusqu'à sa définition de la Ligue dans un article (« *Ce qu'est la Ligue des Droits de l'Homme* ») paru en septembre 1936.

Quant à « balayer devant sa porte », il y a répondu dans les Congrès avec l'approbation massive des Congrès, d'une façon telle qu'elle aurait dû clore le débat si la formule n'eût masqué des arrière-pensées de politique partisane. Ceux qui la prônaient, en effet, étaient les mêmes « pacifistes » qui refusaient obstinément de connaître des crimes commis en Italie mussolinienne, en Allemagne nazie, en Espagne franquiste — qui ne voulaient pas qu'on en parlât — et qui s'en sont faits les complices plus tard.

« *Balayer devant notre porte!* répliquait Basch en 1933. *Parole impie, indigne de ceux qui l'ont prononcée. Ah! citoyens, j'aurais voulu que vous disiez cela devant ceux qui ont créé la Ligue, devant ceux qui ont modelé ses principes et forgé son âme, devant Trarieux, devant Pressensé, devant Buisson... Voici ce qu'en 1902, quatre ans après la fondation de la Ligue, écrivait Trarieux, qui en avait été l'initiateur :*

« *Dans l'ordre de la justice, nous n'avons pas de frontières. Rien de ce qui paraît injuste ne doit nous laisser insensibles. Toutes les injustices qui se commettent dans le monde peuvent, à une heure donnée, nous créer le devoir d'élever notre protestation. Nous n'y avons pas manqué à diverses reprises, soit qu'il s'agit de la pauvre Arménie, soit qu'il s'agit de la douce Finlande, soit qu'il s'agit des Juifs de Roumanie, soit qu'hier enfin nous eussions à défendre au Transvaal le respect des droits des nationalités.* »

« *Et de même, poursuit Basch, Francis de Pressensé... la doctrine, nous la maintenons aussi fermement que lui. Là-dessus, il ne faut pas qu'il y ait de malentendu...*

*« Si là-dessus nous ne sommes pas d'accord, il est impossible que nous travaillions ensemble. Pour nous, la Ligue est fondée sur la conception qu'il est certains droits inhérents à l'homme, à tous les hommes, à quelque race, à quelque nation, à quelque religion, à quelque civilisation qu'ils appartiennent, que ces droits inaliénables, imprescriptibles, tous ceux qui y croient ont le devoir de les défendre et que cette défense est la mission même, la première, et la plus sacrée, de la Ligue. C'est cette mission qu'elle a remplie depuis qu'elle existe, et c'est elle qui lui a valu, dans le monde, l'autorité dont elle jouit.*

*« Voulez-vous, aujourd'hui, qu'elle s'enferme dans le cadre national? Qu'elle se replie sur elle-même?... Si vous le voulez, dites-le et sachez qu'alors votre cri que nous devons nous contenter de « balayer devant notre porte » est inutile. Car nous n'aurions plus à balayer devant elle, parce qu'il n'y aurait plus de porte, parce qu'au cas où votre conception l'emporterait, on n'aurait qu'à fermer la Ligue et qu'à dire qu'elle a cessé de vivre. »*

J'ai reproduit toute cette page parce qu'elle est belle, parce qu'elle est forte, parce qu'on me dit que cette thèse du « balayage devant la porte » a encore quelques partisans — partisans, en effet, dont les préférences de parti et de parti pris voudraient interdire à la Ligue, au-delà de telle frontière, de tel rideau, tout droit de regard et de protestation. Mais alors, répond Victor Basch, si elle consent à ce mutisme, elle n'est plus la Ligue, mais la filiale complaisante d'un parti.

\* \* \*

Ainsi se poursuivit, sous l'impulsion de Victor Basch, la double action de la Ligue, juridique et générale.

Elle s'est poursuivie jusqu'au bout, je veux dire jusqu'aux jours sinistres où la capitulation, l'occupation et le zèle servile de Vichy ont bâillonné la Ligue et l'ont paralysée.

Elle se poursuivait, les derniers mois, de septembre 1939 à Juin 1940, dans les conditions les plus difficiles : contrainte, menaces, censure, espionnage et délation, lois d'exception et d'arbitraire, l'armée et la police maîtresses de Paris, le gouvernement complice ou impuissant, et, pour compenser la guerre qu'on ne faisait pas à l'ennemi, la petite guerre aux démocrates, les arrestations massives de réfugiés politiques et le champ libre aux amis et aux agents de l'hitlérisme.

Dans ce milieu, en dépit de ce milieu, en dépit de la pénurie — ressources épuisées, cotisations ne rentrant plus — la Ligue de Victor Basch est restée agissante. Jusqu'au bout, elle a rempli sa tâche.

Cette tâche conforme aux principes posés, à la mission voulue par les fondateurs de la Ligue, le recul des années en fait apprécier la valeur.

Bien peu de chose y serait à reprendre. Je ne sache pas que le président Basch se soit trompé plus qu'une fois : c'est, au printemps de 1936, en s'opposant devant la réinstallation allemande en Rhénanie à la riposte militaire qui, nous le savons aujourd'hui, eût entraîné sans guerre le retrait des troupes hitlériennes, simple rideau sans consistance, et la chute du dictateur. Bien des malheurs sans doute eussent été évités. Mais pour être juste, il faut se replacer dans l'atmosphère de ce temps-là.

D'abord, la position prise par Victor Basch a été celle de la Ligue entière, réclamant un règlement pacifique et des garanties négociées, à l'exclusion de tout recours aux armes. Aussi bien, dans le ministère au pouvoir, les ministres qualifiés, un général Maurin à la Guerre, un Marcel Déat à l'Aviation, déclaraient impossible une démonstration limitée : ou la mobilisation générale, ou rien. Hors de chez nous, l'Angleterre, mal renseignée sur les affaires du continent, complaisamment aveugle quant aux choses allemandes, de surcroît gonflée de rancune et de méfiance après l'écrasement, secondé par Laval, de l'Ethiopie indépendante, s'opposait aux initiatives éventuelles de la France. Si la Ligue, avec Victor Basch, s'est trompée, tout concourait à la tromper.

Mettez en regard, par contre, toutes les positions que l'événement a montrées justes, toutes les propositions apparues depuis singulièrement prévoyantes, et, suprême cri d'alarme à l'opinion presque tout entière aveulée, le désaveu désespéré de Munich. Cette clairvoyance, cette promptitude à formuler les solutions dignes de la France et bienfaisantes à l'humanité, ç'a été l'honneur de la Ligue, et c'est la gloire de Victor Basch.

Ajoutez, pour achever de connaître ce président et cette présidence, le témoignage qu'un jour il a porté sur lui-même. Après le Congrès de Tours et le départ des prétendus pacifistes, ceux-ci se répandaient contre les dirigeants de la Ligue en calomnies misérables, les traitant de politiciens « ne songeant qu'à leur croûte électorale ou qu'à l'espoir de cette croûte, ou qu'aux satisfactions de vanité obtenues dans les meetings, de journalistes sur-décourés, dont la boutonnière atteste leur dépendance à l'égard des gouvernants. » Dans un article de dix-huit colonnes

(*Cahiers*, 1<sup>er</sup> Novembre 1937), réfutant point par point les allégations menteuses sur le Congrès, Victor Basch consacra dédaigneusement quelques lignes à sa réplique personnelle. Après avoir revêcu par la pensée sa vie, il a dû, en toute vérité, se rendre le fier hommage que voici :

« Je suis sûr d'avoir consacré ma vie à ce que j'ai estimé être la vérité, que j'ai pu, d'ailleurs, me tromper, mais que je n'ai jamais poursuivi un but intéressé, que je n'ai pas couru après les décorations, que je n'ai jamais sollicité, que je n'aurais jamais accepté aucune prébende et, qu'ami de bien des ministres, je ne leur ai jamais rien demandé, sauf la justice et souvent la clémence pour les clients de la Ligue.

« Je ne me sais aucun gré de cette attitude. Je n'aurais pas pu en avoir une autre. »

### III. — FÉVRIER 1934

Un événement décisif dans l'existence présidentielle de Victor Basch s'est produit en Février 34.

A l'occasion du vingtième anniversaire de ces journées, on a beaucoup écrit sur elles. Le temps écoulé a, comme à l'ordinaire, transformé l'histoire en légende. Les uns, qui n'avaient pas vécu ces heures de fièvre, ont adopté de très bonne foi les racontars réactionnaires, déguisant l'émeute concertée en mouvement d'indignation spontané contre un régime corrompu. D'autres, de très bonne foi aussi, mais d'une mémoire embellissante, se sont attribué tout le mérite de la riposte républicaine, qu'ils n'avaient pas facilitée.

Nous avons ici l'avantage de pouvoir nous appuyer sur une documentation d'une valeur incomparable, datant de l'année même où l'événement s'est produit.

Les *Cahiers* de 1934 ont consacré au Six Février et à ses suites deux numéros extraordinaires (60 pages et 50 pages). Le premier (20 Février-10 Mars), sous le titre : « *Le coup de main fasciste et la riposte républicaine* », est essentiellement documentaire : il publie, sur la préparation de l'émeute, sur sa nature, son objectif et son déroulement, sur la réplique républicaine et la part qui en revient à la Ligue tout entière, une collection unique de textes. Le second (10-20 Octobre) s'intitule : « *Le Six Février (après l'enquête). Rapport et conclusions de la Commission spéciale de la Ligue des Droits de l'homme* » (il a été fait de ce Cahier, comme de l'autre, un tirage spécial sous couverture illustrée). La pièce maîtresse en est le rapport de Maurice Paz, aujourd'hui encore le récit le plus complet, le plus lucide et le plus pénétrant, établi à la fois sur les dépositions recueillies et les renseignements rassemblés par la Commission d'enquête parlementaire, dite Commission Bonnevey, et sur les témoignages indépendants et les documents inédits produits devant la Commission spéciale de la Ligue.

D'autre part, les événements de Février ont été nécessairement évoqués au Congrès de 1934, qui s'est tenu à Nancy du 19 au 21 Mai. Le président Basch et le Secrétaire général, appelés à s'expliquer, y ont rapporté leurs souvenirs tout frais encore et dont l'exactitude est certifiée par le mutuel contrôle de leur confrontation. Le compte rendu sténographique, publié en volume suivant l'usage d'alors, les conserve.

Ces trois recueils de faits et de textes dorment dans les grandes Bibliothèques et, en nombre infime, dans les casiers de la Ligue. Les Allemands en ont détruit beaucoup d'exemplaires. Si les républicains étaient riches, ils devraient les rééditer : quelle meilleure célébration de ce vingtième anniversaire ? Malheureusement, les républicains ne sont pas riches, et ils sont oubliés.

Il ne saurait être question de refaire ici une histoire, même sommaire, des événements. Mon seul propos est de rétablir la vérité sur quelques points essentiels.

1<sup>o</sup> *L'émeute n'a été, ni spontanée, ni anodine.* Nos deux Cahiers l'ont établi abondamment. On trouvera ici, à l'Annexe, deux pages décisives : l'attestation de la *Petite Gironde*, journal très modéré d'opposition aux gouvernements de gauche et particulièrement au ministère Daladier, donc non suspect ; d'autre part, le tract *Déchéance*, répandu par les émeutiers et recueilli par la Commission d'enquête de la Ligue. En fait, l'opération du 6 Février avait été préméditée, préparée par une série d'échauffourées, de plus en plus violentes et significatives ; elle a été soigneusement concertée, organisée et combinée en vue d'amener, à la même heure, au même endroit, des troupes de manifestants parties de points divers, et, sous leurs forces additionnées, d'enlever le Palais-Bourbon et de dissoudre la Chambre — et ces troupes étaient armées.

2<sup>o</sup> *La police, préfet Chiappe en tête, était complice.* Tout le démontre, et singulièrement une mansuétude qui ne lui est pas coutumière en face de manifestants. Chiappe lui-même s'est découvert dans un cri de menace que sa colère de révoqué n'a pas pu retenir (« Vous me retrouverez dans la rue ») et auquel il a vainement, après le coup

manqué, essayé de donner un sens insignifiant. Chiappe remplacé, son successeur Bonnefoy-Sibour n'a pas trouvé dans les hauts rangs de la Préfecture les concours qui lui étaient dûs, et sur beaucoup de points, au cours même de la journée tragique, les agents se sont montrés complaisants aux émeutiers. Ce sont les gardes mobiles et les gardes républicains qui ont formé le barrage, soutenu l'assaut (l'adjudant Dumora aux Croix de Feu lui demandant le passage : « *Si vous voulez passer, vous passerez sur nous, mais pas avant* ») et qui ont sauvé la République.

3° *Le salut de la République, imposé à l'émeute par la résistance du barrage, était compromis le lendemain par la démission du gouvernement Daladier : la volonté républicaine, manifestée dans toute la France, l'a solidement assuré.* Les faits eux-mêmes ne sont pas contestables. Mais d'où venaient l'initiative de la riposte et le caractère qu'elle a pris, voilà ce qu'on paraît méconnaître. La vérité, quant à l'initiative, toute fraîche encore, a été dite au Congrès de la Ligue à Nancy. Voici le compte rendu sténographique, c'est le Secrétaire général qui parle, approuvé et appuyé par le président Victor Basch :

« On demande des explications, je les apporte.

« Le Comité Central n'a rien fait ? Le Comité Central n'a pas réagi contre le fascisme ? La province s'est soulevée spontanément ? Le Comité Central n'est pour rien dans ce mouvement ? Comme le gouvernement, il aurait, lui aussi, capitulé devant la réaction armée ? Voilà la thèse. Voici les faits :

« La veille du 6 février, le Président de la Ligue et son Secrétaire général étaient dans le bureau du Secrétaire général de la C.G.T. Inquiets de l'atmosphère pesante qui, depuis trois jours, s'alourdissait sur Paris, pressant les événements qui allaient se déchaîner, ils examinèrent avec l'homme responsable de la C.G.T., eux, les responsables de la Ligue, quelle devait être l'attitude commune pour sauver le commun patrimoine de liberté.

« Pourquoi nous lier à la C.G.T. ? Ce n'est pas seulement parce que la C.G.T. avait pris l'initiative, il y a quelques années, d'un Comité d'action contre la guerre qui avait rassemblé à peu près toutes les forces de gauche. C'est parce que, dans les heures de grand péril où sont menacées ensemble les libertés publiques et les libertés ouvrières, nous nous sentons spontanément d'accord avec une organisation qui est, comme la nôtre, indépendante de tous les partis politiques — qui n'est enrégimentée sous aucun drapeau politique — mais qui, ayant à défendre les intérêts matériels des travailleurs, ne les a jamais séparés des droits politiques, de même que nous qui avons le dépôt, la garde sacrée, des principes de liberté, nous ne les avons jamais séparés des revendications sociales.

« Première question qui se posait à nos deux organisations ensemble : que ferions-nous le lendemain soir, étant donné que l'on connaissait, par ces affiches insolentes dont on vient de vous parler, la grande mobilisation fasciste dont la préparation, démentie depuis, était avouée alors ? Nous nous sommes posé la question de savoir si nous devions être, nous aussi, dans la rue, aux abords de la Chambre, sur la place de la Concorde, pour affronter les fascistes, ou, si, en y allant, nous ne nous préterions pas à la pire des confusions, et si nous n'allions pas donner à la police chiappiste l'alibi qu'elle cherchait, en lui permettant de frapper sur les nôtres pour épargner les autres. Jouhaux nous a dit que la C.G.T. venait de prendre la résolution d'attente et de sagesse, mais qu'il allait réunir à nouveau toutes les organisations de gauche pour se concerter sur un plan de défense.

« Le lendemain donc, nous n'étions pas dans la rue. Est-ce que nous avons eu tort ? D'autres, des hommes d'extrême-gauche, y étaient, mais côte à côte avec les fascistes, pour enfoncer les barrages de police qui gardaient l'entrée de la Chambre ! Nous, nous avons d'avance donné un démenti à l'infâme légende du complot de gauche contre les libertés publiques. Nous avons montré que nous étions prêts à la riposte, mais que nous ne prenions pas l'initiative de la bataille.

« Au lendemain du 6 février, on organise la défense républicaine. Le mercredi soir, nous sommes à la C.G.T. Pourquoi, dès ce mercredi, ne lançons-nous pas un appel à nos Sections et Fédérations ? Parce qu'il fallait savoir d'abord avec qui nous pouvions marcher, sur qui nous pouvions compter, et quel plan commun serait adopté.

« Ce soir-là, les groupements que vous savez — nous les avons énumérés dans une circulaire et dans les « Cahiers » — étaient là représentés. Discussion difficile, sur laquelle pesaient les souvenirs encore vifs de tant de haines et de querelles toutes fraîches, de divisions encore saignantes, de préjugés et de passions qu'il fallait surmonter, pour se dresser ensemble contre l'adversaire commun. Et tout de même, on y est parvenu, on a conclu un accord pour une action coordonnée de résistance au fascisme.

« Le lendemain matin, à la première heure, n'est-il pas vrai, monsieur le Président ? nous nous téléphonions pour nous dire : « Nous n'attendrons même pas la réunion extraordinaire du Comité Central qui doit se tenir cet après-midi. Maintenant que nous savons ce qu'on doit faire — maintenant qu'il a été décidé en commun que la C.G.T. fera la grève générale qui est sa chose à elle, et que toutes les organisations, la C.G.T. comprise, organiseront pour dimanche, veille de la grève générale, de grandes manifestations à travers tout le pays — nous allons, sans délai, organiser la réplique de la province ! »

« On a dit à cette réunion — nous l'avons dit avec un homme dont je citerai le nom par loyauté et par devoir de vérité, avec Adrien Marquet — vous vous le rappelez, Georges-Etienne ? — on a dit : « C'est la province qui sauvera la République ». Nous la connaissons, la province, nous savions ce qu'on pouvait attendre d'elle. Nous ne sommes pas étrangers à ses mouvements, à sa pensée. Est-ce que nous ne sommes pas constamment auprès d'elle ? Est-ce que ce n'est pas chez elle que nous allons si souvent raviver notre foi républicaine ?

« Un délégué. — Vous pouvez dire que la province a marché grâce à votre initiative.

« M. Emile Kahn. — Et nous avons envoyé cette circulaire que le Comité Central a ratifiée quelques heures plus tard, mais qui, déjà, était partie — cette circulaire qu'en certaines villes la spontanéité du mouvement républicain avait devancée, mais qui, tout de même, est allée porter dans toutes les Fédérations, dans toutes les Sections, je ne dis pas le cri d'appel, mais la conviction réconfortante que, partout, dans toute la France, toute la Ligue serait debout et manifesterait pour la liberté !

« Il est facile aujourd'hui d'oublier ces choses et de dire : « Vous n'avez rien fait ; vous êtes venus trop tard ; vous êtes toujours à la suite. » Nous avons conservé les lettres qu'on nous adressait alors, dans ce sentiment commun fait à la fois d'an-

goise et d'espérance — lettres qui ne nous venoient pas seulement des Sections avec lesquelles nous n'avons jamais cessé d'être d'accord, qui venoient aussi de vos amis, de Charpentier, de Demartial, de Ganuchaud, et qui disaient : « Merci, pour avoir réveillé le pays républicain. »

« Dans cette même journée du 8, oui, on a discuté au Comité Central la question de savoir si la Ligue allait se joindre à une manifestation — manifestation qui n'était pas encore décidée, manifestation éventuelle pour le 12, jour de la grève générale. On a examiné les possibilités, et, dans l'angoisse de la décision, nous nous sommes tournés vers l'homme qui dans le Comité Central est, paraît-il, en prison, vers l'homme qui, para-t-il, n'a pas le droit d'y parler ! Nous lui avons dit : « C'est à vous de nous éclairer, de dire la parole qui nous décidera : si la Ligue se joint à la manifestation dans la rue, la Fédération de la Seine ira-t-elle ? »

« Et Caillaud nous a répondu : « A la manifestation Sacco-Vanzetti, la Fédération devait descendre dans la rue : il n'y est venu à peu près personne. » C'est cette réponse qui a décidé de l'attitude collective du Comité Central dans la journée du 12.

« M. Caillaud (Fédération de la Seine). — Oh !

« M. Emile Kahn. — Mais le Président avait pris soin, au moment même où cette décision était prise, de réserver à chacun d'entre nous le droit de participer individuellement à la manifestation. Il nous avait dit — fidèle à ces paroles qu'il prononce dans les Congrès, et qui sont des engagements qu'il a pris avec lui-même : « J'ai toujours déclaré que, si les libertés publiques étaient menacées, je serais là. J'y serai. Le Comité Central, officiellement, ne se fera pas représenter, mais le Président, en son nom personnel, y sera. »

« Ce lundi, en effet, le Président y était, personne ne l'a mieux rappelé que Caillaud.

« M. Caillaud. — Oui !

« M. Emile Kahn. — Il y était avec Langevin, avec Hadamard, avec Caillaud, avec d'autres. Caillaud a bien voulu rappeler que j'assurais la permanence de la Ligue, que nous avions donné congé au personnel — vous comprenez pour quelle raison de sécurité — mais qu'avec quelques-uns de nos chefs de service, dont je puis dire que le dévouement à la Ligue a, ce jour-là, touché à l'héroïsme, nous étions là pour assurer le contact avec les autres organisations et nous tenir prêts si une intervention était devenue nécessaire.

« M. Abason (Section de Paris 6<sup>e</sup>). — Vous oubliez un fait important : les Sections parisiennes ont été alertées par télégramme le 7 ; les bureaux se sont immédiatement réunis ; j'ajoute que les décisions du Comité Central nous ont été communiquées le même jour par un deuxième télégramme.

« M. Emile Kahn (Secrétaire général). — J'oubliais de dire que, dès le 7, nous avons avisé directement tous les bureaux des Sections parisiennes de se tenir en permanence le 8 au soir, afin qu'à l'issue de la séance du Comité Central nous puissions leur faire connaître les décisions prises et les mots d'ordre adoptés.

« Pourquoi n'ajouterais-je pas que, partout alors, nous avons senti vibrer cette fraternité de la Ligue, qui ne se manifeste, hélas ! que dans les jours de péril commun, et qu'on oublie ensuite en provoquant à nouveau les divisions qui font renaitre le péril ? »

\* \* \*

On trouvera plus loin la circulaire du 8 : ce qu'on ne peut malheureusement reproduire ici, car ils remplissent plus de quinze pages des *Cahiers* d'alors, ce sont les comptes rendus, sommaires et précis, des manifestations de la Ligue entière.

Bornons-nous donc à indiquer que, partout, les manifestants se comptaient par centaines et par milliers (Vichy 4.000, Montluçon près de 3.000, Cannes 2.000, Arras 3.000, Charleville 3.000, Carcassonne 4.000, Nevers 4.000, Arles 6.000, La Clotat 4.000, Rochefort 2.000, La Rochelle plus de 5.000, Saintes 5.000, Tulle plus de 3.000, Périgueux 3.000, Pontarlier plus de 2.000, Valence 2.000, Evreux 2.500, Morlaix 4.000, Fougères 4 à 5.000, Rouen 4 à 5.000, Calais 5.000, Amiens 5.000, Albi 5.000, Orléans 6.000, Carmaux 6.000, Tours 7.000, Nice 10.000, Saint-Nazaire 10.000, Toulon 10.000, Toulouse près de 12.000, Bordeaux près de 15.000, Nantes plus de 15.000, Grenoble 20.000, Lyon 20 à 25.000 — j'en passe, et des plus significatives. Quant à Marseille, impossible d'évaluer le total, les seuls employés de trams et d'autobus, aux allées de Meilhan, étant près de 5.000 : « Jamais, écrit le président de la Section, jamais (au dire des plus anciens militants) on ne vit quelque chose de semblable » — que ces masses se composaient de travailleurs syndiqués, d'inscrits ou de sympathisants aux différents partis de gauche, mais que l'initiative était partie de la Ligue et que le Bureau local ou fédéral de la Ligue marchait en tête — que de même, dans les meetings, la présidence appartenait le plus souvent au président de la Section locale, et l'ordre du jour adopté était celui que proposait la Ligue.

Où il est nécessaire, par contre, d'apporter des précisions non publiées à l'époque, c'est sur la réunion du 7 au soir.

Pour des raisons de convenances, le récit fait au Congrès a glissé sur cette réunion, se contentant d'une allusion vague à des difficultés issues de querelles encore fraîches.

Etaient présents, sur l'invitation de la C. G. T. d'accord avec la Ligue des Droits de l'Homme, les repré-

sentants de ces deux organisations, ceux de la Chambre consultative des Associations ouvrières de production et ceux des partis suivants : Parti socialiste S. F. I. O., Parti socialiste de France, Parti socialiste français, Parti républicain socialiste, Unité prolétarienne, Union anarchiste, Fédération ouvrière et paysanne (le parti radical-socialiste ne donna son adhésion que le surlendemain, vendredi 9).

Or, l'union fut loin de se faire d'emblée : alors que la C. G. T. et la Ligue la réclamaient, alors que les trois partis socialistes distincts et parfois dissidents de la S. F. I. O. l'acceptaient sans réserve (intervention catégorique de Marquet, qui s'était très bien conduit pendant l'émeute et ne s'était pas encore engagé, en acceptant un portefeuille de Doumergue, dans la voie où il s'est perdu : son attitude, ce soir-là, contrastait avec celle de Déat, prêt à la défection), elle était contestée, et la manifestation commune refusée, par une fraction de la S. F. I. O.

Sans doute pesait sur quelques-uns le souvenir encore saignant des déchirements qui venaient d'amener la scission des « néos ». Mais le conflit majeur éclata sur l'attitude à prendre à l'égard des communistes.

Le Parti communiste avait envoyé les siens, le 6 Février, sur la place de la Concorde, aux côtés des fascistes. Assurément, ses intentions, ses raisons de combattre le gouvernement et la police étaient tout autres que celles des fascistes, mais la confusion inévitable des assaillants avait créé une lourde équivoque. Le soir du 7, à la C. G. T., ni le Parti communiste, ni la G. C. T. U. (Frachon et Racamond) n'étaient représentés. Il préparait lui-même, avec la C. G. T. U., sa manifestation du 9, où la police prit sa revanche de brutalité sur sa mansuétude pro-fasciste du 6. Personne alors ne pouvait prévoir ce qui s'est passé le 12 : les ouvriers communistes, convoqués séparément, séparément groupés sur le Cours de Vincennes, rejoignant d'un mouvement spontané le cortège républicain, se joignant à lui et s'y confondant dans une mêlée fraternelle, prélude du Rassemblement populaire.

Cependant, à la réunion de la soirée du 7, les représentants de la gauche du Parti socialiste, Marceau Pivert et Zyromski, hostiles à la présence des « néos », exigeaient au contraire celle des communistes. A force d'obstination et d'insistance, ils obtinrent que la séance fût suspendue pour leur permettre d'aller chercher les communistes. Gratifiés d'un refus, ils revinrent sans eux, mais moins décidés que jamais à manifester en commun avec « les républicains bourgeois » et les socialistes « dissidents ». Leur véhémence, se réclamant de l'esprit de classe, intimidait et entraînait Paul Faure, Secrétaire général du Parti. Elle consternait Léon Blum et ses amis : je revois encore, pâle et désespéré, le visage de Raoul Evrard. Toute décision paraissant impossible, la séance fut levée dans le découragement général. Nous nous quittâmes, Victor Basch, Georges-Etienne et moi, convaincus, la mort dans l'âme, que la République ne serait pas défendue.

Or, Jouhaux, laissant partir tous les autres, avait gardé Paul Faure et Léon Blum. Sa persuasion, jointe à celle de Blum, fit comprendre à Paul Faure, avec l'étendue du péril, la responsabilité terrible qu'une rupture ferait rejaillir sur le Parti : Paul Faure ébranlé céda, et la manifestation commune fut décidée pour le 12.

Je l'appris (avec quel soulagement !) par un coup de fil aux premières heures du 8. J'en avertis Victor Basch, dont on devine la joie. C'est alors que, sans plus attendre, sans même attendre la réunion du Comité Central qui devait se tenir l'après-midi, nous lançâmes la circulaire aux Sections qui mobilisa dès le 11 toute la France républicaine.

\* \* \*

Vous trouverez à l'Annexe, à peu près entièrement reproduites, les conclusions que le Comité Central a tirées des enquêtes menées sur le 6 Février. La citation s'arrête sur ces mots : « Ce n'est pas encore le fascisme, ce peuvent être les prodromes du fascisme. »

C'a été, en effet, l'amorce du fascisme en France. Les contemporains ont pu s'y tromper. Ils ont pu croire que la riposte républicaine avait définitivement conjuré le péril. Et Victor Basch lui-même, qui avait longtemps professé que le fascisme à la manière mussolinienne n'avait aucune chance de s'implanter en terre française, où il se muerait en réaction traditionnelle, hypocrite et sordide, a pu se confirmer dans cette prévision.

Cependant, sous le couvert de cette réaction, en effet hypocrite et sordide, qui fut celle d'un Doumergue, puis d'un Flandin, les troupes fascistes prospéraient et s'entraînaient. L'esprit fasciste pénétrait dans l'État, depuis les hautes fonctions administratives et militaires jusqu'au gouvernement quand il s'appelait Laval.

En vain les élections de 1936, triomphe du Front populaire, puis les gouvernements de Léon Blum et de Chautemps première manière, tentaient de rompre ou rompaient même le courant : le courant était le plus fort,

Pour parler sans image, la coalition des intérêts et des pressions anti-démocratiques s'affermisssait, s'étendait, se manifestait. L'affaire de la Cagoule, l'assassinat des Rosselli, la révélaient à l'œuvre, déjà capable de forfaits, à peu près sûre d'impunité, impuissante encore à réussir le grand coup faute d'une occasion favorable, et aux aguets de l'occasion.

L'occasion vint avec la défaite, l'invasion, l'occupation. Hitler vainqueur paracheva ce que le 6 Février n'avait pu qu'ébaucher : sous son égide, Pétain, Laval, et la tourbe des asservis, installèrent en France un fascisme authentique.

Le sort de Victor Basch suivit celui de la France. La formation, la croissance, la victoire du Front populaire, l'élevèrent à la tête du combat républicain. Il devint, avec Léon Blum, l'interprète et comme l'incarnation de la France républicaine, l'un et l'autre hais par le fascisme universel, guettés par lui, frappés par lui et livrés par les traîtres.

Léon Blum a subi Bourrassol, Riom, le Portalet et les camps de déportation, Victor Basch l'assassinat.

Ce que les assassins, Milice et Gestapo ensemble, ont voulu tuer en lui, c'est le dreyfusard de Rennes, l'orateur de Potsdam, le manifestant du 12 Février, le président du Rassemblement populaire. Ce qu'ils pensaient assassiner avec lui, c'est la défense infatigable des Droits de l'Homme, la dénonciation inlassable du Crime, le soutien partout assuré aux victimes, la fraternité humaine en action et la foi invincible en sa revanche définitive.

#### IV. — ET MAINTENANT ?

Pusillanimité et hypocrisie : voilà le signe sous lequel se déroulent les affaires du monde.

Victor BASCH, 5 mars 1933.

Et maintenant, il faut conclure.

Je m'excuse d'avoir été trop long. J'ai trop cédé sans doute à l'énivrement de relire tant de pages vibrantes, émouvantes ou exaltantes. Je n'ai pas assez résisté à l'illusion de me sentir encore auprès de Basch pensant, décidant et agissant. Était-ce vraiment une illusion ?

Il a dit un jour, sur une tombe ouverte que je connais, sa conviction qu'une activité brisée par la mort ne s'éteint pas, que rien ne se perd dans la nature et que nos morts revivent en nous. En ceux qui l'ont approché et suivi, Victor Basch continue de vivre.

Nos amis du Comité, avec raison, ont évoqué leurs souvenirs : on me permettra de dire que j'ai aussi les miens. J'ai vécu plus de huit années sans manquer un seul jour (hors la maladie ou l'absence) de m'entretenir avec Basch, nous consultant mutuellement sur les petites comme sur les grandes affaires de la Ligue, délibérant ensemble et décidant d'accord. Nous n'avons jamais différé d'avis sur une situation, une solution, une décision. Nos réactions spontanées étaient les mêmes, les mêmes nos principes, nos raisons d'agir et nos modes préférés d'action. Les longues heures passées à nouveau avec lui sont-elles des heures perdues pour la Ligue et pour les Ligueurs d'aujourd'hui ?

Je ne le crois pas. Je crois, ayant eu le privilège de le bien connaître et de le comprendre, que j'avais le devoir de le faire connaître et comprendre à ceux d'entre nous qui n'ont pas eu le même bonheur. Je crois aussi que l'exemple d'un tel homme et d'une telle action garde une vertu présente.

Assurément, le monde change, et il change de nos jours avec une rapidité sans précédent. Assurément, depuis que Basch a disparu, la face du monde s'est modifiée. Assurément aussi, la guerre atroce et la longue, la contagieuse occupation, puis la peur d'une nouvelle guerre et d'une autre occupation, enfin la folie qui naît de cette peur, ont pourri et pourrissent dans leurs profondeurs un trop grand nombre d'âmes humaines. Cependant les problèmes majeurs, s'ils ont changé d'apparence, au fond posent les mêmes questions, appelant les mêmes réponses.

La justice : est-elle mieux rendue, plus répandue ? Voir Slansky et les Rosenberg — et chez nous, avec moins d'éclat, avec moins de sang, mais une semblable iniquité, l'indulgence pour les bourreaux d'hier, la clémence pour leurs complices, le refus de pitié pour les Malgaches et les Africains du Nord.

La liberté ? Franco honoré et consolidé au nom de la liberté à sauver, la chasse aux dissidents dans les pseudo-démocraties populaires, et, sur le volet opposé du tableau, le mac-carthysme débordant des États-Unis sur l'Amérique tout entière. Chez nous, le règne de la police, la censure ouverte ou masquée, l'information déformée, l'abus de pouvoir impuni, et, dans la fonction publique, le régime des suspects.

La laïcité : dans le temps où l'école publique est démunie de place et de maîtres, où l'école d'Église est subventionnée par l'État, se donnera-t-on le ridicule d'en parler et l'indécence d'y prétendre ? Vous verrez, au sur-

plus, ce qu'elle deviendra, cette laïcité, avec sa sœur la tolérance, dans l'Europe des Six, couvée et guidée par le Vatican.

La paix ? Chacun y aspire (en paroles), aucun ne fait rien pour l'obtenir. Voyez Berlin et l'Indochine, les réarmements entamés, Japon et Allemagne, avec pour objectifs les reconquêtes, et pour conducteurs d'hommes, les amiraux nippons et les généraux de Hitler.

Non, non, l'ancienne bataille n'est pas finie. Elle est plus lourde à mener, mais elle reste la même, pour les mêmes valeurs, contre les mêmes menaces et les mêmes coups de force.

\* \* \*

Allons plus loin et sachons voir le mal profond.

Ce qu'il s'agit de défendre, aujourd'hui comme autrefois, plus qu'autrefois, c'est la raison contre le dogme et le fanatisme, contre le dérèglement contagieux des esprits, contre l'écrasement de l'esprit par les forces associées de l'État, de l'Église et de l'argent.

Ce qu'il s'agit de défendre, aujourd'hui comme autrefois, plus qu'autrefois, c'est la vérité contre le mensonge et la propagation, insolente ou hypocrite, du mensonge.

Ce qu'il s'agit de défendre, ce sont, plus que jamais, les trois vertus maîtresses : la volonté de clairvoyance, la disposition de soi-même et la confiance dans l'action.

Il est doux de dormir au bercement des propagandes. Gare aux réveils ! Qui veut éviter les surprises désastreuses doit garder les yeux ouverts et vouloir savoir, vouloir comprendre.

Il est facile aussi de s'abandonner passivement aux décisions des pouvoirs d'État ou d'Église, aux ordres des partis, à la séduction de l'argent, maître du jeu. Mais ni la servitude, ni la résignation n'ont jamais épargné à l'homme les épreuves et les désastres, c'est dans l'action librement décidée qu'est le salut.

Or, l'action utile ne s'entreprend qu'à la condition d'y croire, je veux dire de croire à son efficacité. Il ne s'agit pas ici d'opter entre l'optimisme et le pessimisme. Le problème est tout autre : il est d'avoir confiance ou non dans l'action qu'on entreprend.

Ici encore, Victor Basch est notre maître. Il n'a pas méconnu les fluctuations de l'Histoire, le progrès difficile, les rechutes profondes, mais il n'a jamais pensé que les régressions puissent arrêter longtemps ce qu'il appelait « la marche ascendante de l'humanité » et le triomphe final du plus beau rêve humain.

Ainsi, parce que sa bataille est demeurée la nôtre, parce que sa pensée l'éclaire, parce que son exemple y est notre guide et que sa foi nous y anime, Victor Basch reste vivant parmi nous.

Emile KAHN.

## Textes

### DE VICTOR BASCH

#### *Apparition d'Alfred Dreyfus à Rennes*

C'est le 7 août que s'ouvrirent les débats, dans la salle des fêtes du lycée de Rennes, emplie d'une foule frémissante : journalistes, personnages représentatifs du parti dreyfusard et du parti antidreyfusard, femmes du monde, snobs et snobinettes. Dans cette foule, cependant, un certain nombre d'assistants ne regardaient ni les toilettes des femmes ni n'écoutaient les bavardages des hommes. Obstinément, passionnément, leurs yeux étaient rivés sur une petite porte par où allait apparaître l'homme de la Douleur. Aucun d'entre nous ne l'avait vu. Mais, depuis plus d'un an et demi, nous avions vécu avec lui, nous avions vécu pour lui. Au moment où nous allions le voir de nos yeux, toute sa lamentable et prodigieuse Passion ressuscitait dans

notre mémoire. Nous avions désespéré de jamais apercevoir ses traits. Nous n'avions pas pensé que jamais serait soulevée la pierre tombale que la haine de tout un peuple abusé avait abaissée sur sa tête. Et voilà que l'irrésistible vague de pitié qui avait jailli de quelques âmes l'avait lancé de l'Île du Diable jusqu'à la presqu'île bretonne et qu'il allait nous apparaître, le Lazare que la soif de justice d'un petit groupe d'hommes avait ressuscité.

Et, après une bonne heure d'attente angoissée, il nous apparut. Et c'était Lazare en effet, tel que le représente Giotto dans la sublime fresque de l'Arena. Au lieu de bandelettes, c'est un uniforme qui flottait autour de lui, uniforme qu'il paraissait ne pas remplir,



avec lequel il ne paraissait pas faire corps, et dont il était séparé, en effet, par des couches d'ouate, destinées à masquer sa maigreur. Il s'avancait d'un pas raide et automatique. Sa figure était jaune et striée seulement de rouge aux pommettes. Il se laissait tomber lentement, lourdement, sur sa chaise. On avait la sensation que ce n'était pas un être vivant qu'on avait en face de soi, mais un homme revenu du pays d'où l'on ne revient pas. Et cette sensation s'intensifia jusqu'à la douleur physique lorsqu'il se mit à parler. Non, ce n'était pas une voix humaine qui sortait de ce gosier. C'était une voix étrangement rauque, sans timbre, comme la voix d'un sourd-muet, la voix de quelqu'un qui, pendant cinq ans, n'avait pas parlé et qui ne savait plus parler.

L'impression produite par Dreyfus, non seulement sur ses adversaires, mais sur un certain nombre de partisans de sa cause, ne fut pas une impression de sympathie immédiate. On s'était imaginé Dreyfus

comme un héros de drame ou de mélodrame. On s'attendait à l'entendre insister sur les tortures qu'il avait subies, sur la double boucle, ses nuits de fièvre et ses journées de délire. Mais Dreyfus ne parla pas de ses souffrances. La pudeur de son orgueil était visiblement froissée à voir étalées aux yeux de tous les plaies de son corps et de son âme. Ce n'est pas à la compassion de ses juges, mais à leur justice qu'il a voulu que fût fait appel. Ce n'était pas un acteur tumultueux, gesticulant, déclamant. C'était un Alsacien un peu lourd, un peu gauche, un peu timide, un homme de l'Est ne sachant pas extérioriser ses sentiments et ne voulant pas les extérioriser par orgueil et par pudeur. Dans le grand drame de l'Affaire, le hasard qui, par ailleurs, l'a si miraculeusement machinée, a commis l'erreur de donner à son héros une âme de stoïcien...

*Cahiers des Droits de l'Homme*, 1938,  
p. 40.

## Le Credo du Ligeur

*Militants de la conscience, comme les a appelés Ferdinand Buisson, les ligeurs ont un credo auquel, pendant quarante ans, ils sont restés fidèles et auquel ils jurent de continuer à se vouer.*

*Nous croyons d'une foi inébranlable à l'avènement de la Justice. Pendant des années, sa pure lumière peut être obscurcie. Elle peut être blessée, mutilée, agonisante. Mais elle est sûre de renaître, aussi infailliblement qu'après la nuit profonde surgissent les jeunes matins.*

*Nous croyons d'une foi inébranlable à des droits innés à l'Homme et lui appartenant en tant qu'homme, à quelque race, de quelque nation, de quelque religion qu'il puisse être.*

*Nous croyons d'une foi inébranlable au triomphe de la démocratie. Tant de fois dans l'histoire, la démocratie — même celle, chef-d'œuvre de la raison artiste, de Périclès, même celle édifiée par les robustes bras des paysans de Rome — s'est écroulée que l'on aurait pu imaginer que c'en était fait d'elle pour toujours. Et toujours elle a ressurgi, indestructible, comme la raison universelle et nécessaire dont elle est l'une des manifestations.*

*Nous croyons d'une foi inébranlable à l'avènement de la paix universelle. Il est inconcevable que ne luisse pas le jour où les hommes comprendront qu'il est plus absurde encore que criminel de s'entr'assassiner, où ils seront convaincus que toute vie est chose infiniment précieuse qu'il est monstrueux de vouloir anéantir.*

*Nous croyons d'une foi inébranlable au triomphe de l'amour sur la haine, de l'égalité sur les différences de classes, de la liberté sur la servitude, du jour sur les ténèbres.*

*Sur la scène de l'immense vaisseau où je parle, a coutume de se dérouler la Tragédie, telle que l'ont créée les divins Hellènes, où les Eschyle, les Sophocle, les Euripide ont montré l'homme pris dans les rets de la destinée, en lutte avec d'autres hommes, en proie aux envoûtements de l'amour, de la haine, de la jalousie, mais où, après que se sont déchainées, telles des louves, les Erynnyes, les Déesses bienveillantes font entendre des paroles de miséricorde et de réconciliation. Elles versent le baume de la pitié jusque dans le cœur déchiré du meurtrier de son père et de l'époux de sa mère. C'est à elles que nous faisons appel. Contre la sanglante ivresse d'Arès, nous invoquons la sereine sagesse d'Athéna Démokratia. Et à la Moira impitoyable nous opposons ce Prométhéeus qui a dressé les mortels contre Zeus lui-même et allumé dans leur âme incertaine le feu purificateur, la flamme sacrée de la Liberté.*

Discours au Théâtre antique d'Orange, 17 juillet 1938.

## Les principes de la laïcité

Pour tenter de fixer le sens exact du concept de laïcité, il convient de l'envisager à la fois au point de vue historique et au point de vue philosophique proprement dit.

\* \*

Au point de vue historique, le développement de la laïcité correspond très exactement au développement de la pensée, libérée des dogmes de l'Eglise. Depuis le triomphe du Christianisme jusqu'à l'œuvre d'affranchissement préparée par les penseurs anglais et français du XVIII<sup>e</sup> siècle et réalisée par la Révolution fran-

çaise, toute l'histoire intellectuelle du monde civilisé réside essentiellement dans la lutte entre le laïc et le clerc, et dans la victoire finale de ce laïc. Intermédiaire entre l'homme et la divinité, dispensateur de ces sacrements qui confèrent à la naissance, au mariage et à la mort la consécration divine, le clerc occupait dans la cité spirituelle une place éminente, ou plutôt incarnait à lui seul cette cité spirituelle. Toutes les tâches nobles lui étaient dévolues. Toute la vie était pénétrée de divin et, tout naturellement, toutes les manifestations de l'esprit humain, et singulièrement sa manifestation suprême — la recherche scientifique — était

implacablement subordonnée aux enseignements de l'Eglise. Dès que les résultats d'une recherche scientifique, comme ceux qu'avait conquis le génie d'un Galilée, étaient en contradiction avec les enseignements de l'Eglise, le penseur était, ou bien obligé de s'incliner, ou bien était livré à la vindicte du pouvoir temporel.

Car dès que le Christianisme — après avoir lutté héroïquement contre les persécutions exercées contre lui par l'Empire romain, consentit du ferment de destruction que recéléait la mystique sémitique, implantée dans l'Occident — devint avec Constantin et ses successeurs religion d'Etat, il usa à son tour des armes du pouvoir temporel pour étouffer impitoyablement tout ce qui s'opposait à sa tyrannique domination. En dépit de la résistance opposée aussi bien par les Césars germaniques que par les Rois d'Angleterre et les Rois de France à l'empiètement de l'Eglise sur tous les rouages de l'Etat, l'on peut dire qu'une alliance explicite ou implicite unissait l'Eglise et le pouvoir temporel et que, dans cette alliance, c'est le pouvoir spirituel qui l'a toujours emporté. Et il faut dire que cette alliance, en dépit des conquêtes réalisées par les principes laïques depuis la Révolution française, n'a pas cessé de jouer, et a pris, dans l'Etat moderne, la forme de l'union indissoluble de l'Eglise et du Capital.

C'est grâce à cette alliance de l'Eglise et du pouvoir temporel que, sous l'ancien régime, tous les services publics : magistrature, administration, et jusqu'aux Finances et l'Armée, étaient profondément imprégnés de l'esprit des clercs et que le plus important de ces services publics — à savoir l'enseignement — était exclusivement entre les mains de ceux-ci.

Le moment cependant arriva où, après de longues et douloureuses batailles, la pensée réussit à s'affranchir de la tutelle de l'Eglise et où, par un mouvement parallèle, tous les grands services publics se libérèrent de l'emprise des clercs et devinrent exclusivement temporels. Ce fut là l'œuvre propre des penseurs du XVIII<sup>e</sup> siècle et de la Révolution française. L'homme, au lieu d'être conduit, depuis sa naissance jusqu'à la mort, dans les voies frayées, grâce à un défrichement séculaire, par les représentants de l'Eglise, s'est posé lui-même, et s'est proclamé libre, avec toutes les grandeurs, mais aussi avec tous les risques qu'entraîne la liberté. Il ne répudie pas nécessairement les enseignements de la religion, ni ne renonce nécessairement aux voluptés intimes de la foi. Mais il ne permet plus à la foi d'entraver le libre jeu de la pensée, ni d'étouffer la voix claire et distincte de la raison. Bien plus, il réclame le droit d'appliquer la raison au domaine de la foi elle-même et de dénoncer les insupportables sacrifices qu'exige, de ceux qui en proclament l'indubitabilité, la Révélation.

\*\*\*

Au point de vue philosophique donc, la laïcité est l'affirmation de la précellence de la raison sur la foi, de l'expérience sur le dogme, d'un corps de vérités reconnues comme mouvantes, comme muables, et incessamment réadaptées aux découvertes de la science sur une Vérité une, miraculeusement manifestée, un jour, à un petit nombre d'élus, et, depuis ce jour, cristallisée en un corps de doctrine immuable.

Cette conception rationnelle n'exclut pas, par voie de conséquence logique, la croyance au surnaturel. Elle affirme seulement que, dans le domaine de la nature et de la société, le surnaturel n'a pas de place. Elle lui

concède le domaine illimité de l'espérance et de l'aspiration. Mais elle proclame énergiquement qu'il est contraire à la commune raison d'entraver la libre recherche scientifique par une mystique créée, il y a près de deux mille ans, par le génie sémitique, et d'étayer sur cette mystique l'organisation politique et sociale des démocraties modernes...

... C'est l'Eglise qui avait créé les Universités, à l'origine simples confréries religieuses et sociétés de secours mutuels, les collèges, les écoles de monastères, les grandes écoles, ou écoles latines, dispensant l'enseignement secondaire, et, enfin, les écoles cathédrales, les petites écoles ou écoles françaises, qui donnaient l'enseignement primaire, enseignement d'ailleurs extrêmement négligé, et où l'on ne demandait aux enfants que de servir la messe et de jouer au piquet avec le curé, comme nous l'apprennent les réponses au questionnaire de l'abbé Grégoire. En dépit de cette organisation rudimentaire de l'enseignement primaire, il faut reconnaître, en toute justice, que c'est grâce à l'Eglise que, durant des siècles, le savoir humain — toujours, sans doute, subordonné à la doctrine et au contrôle du clergé — a été cultivé, transmis et, dans certaines disciplines, considérablement augmenté.

Aussi est-il tout naturel que lorsque le monopole qu'elle détenait, qu'elle avait conscience de mériter, et qu'elle croyait d'institution divine de par l'*Ite et docete* de Saint-Paul, lui a été enlevé, elle ait fait et continue à faire, depuis plus d'un siècle, des efforts désespérés pour le reconquérir.

En effet, après des luttes longues et ardentes dont j'ai fait l'histoire ailleurs, s'est instaurée en France, à côté de l'école libre, tenue par des clercs de toute obédience, l'école d'Etat, fondée sur le principe de la laïcité, tel que nous l'avons défini plus haut.

Ce principe de laïcité, réalisé dans l'école, se spécifie dans les caractères que voici.

L'école laïque, visant en dernière analyse à sauvegarder les droits essentiels de l'enfant, est édifiée sur les trois piliers de la tolérance, de la pensée libre et de la démocratie.

D'une part, en effet, la croyance ou la non-croyance d'aucun enfant ne doit être blessée par l'enseignement qui lui est donné. Aussi, dans des pays comme le nôtre, où il y a des catholiques, des protestants, des juifs et des libres-penseurs, la seule manière de ne pas attenter aux croyances des enfants, c'est d'exclure de l'école tout enseignement religieux et de réserver celui-ci à la maison familiale et à l'église ou au temple.

En second lieu, l'enseignement doit donner à l'enfant l'image la plus fidèle possible de la réalité au milieu de laquelle il est appelé à vivre et dans laquelle il doit se tailler une place. N'est-il pas absurde de lui dispenser, pour remplir cette fin, un enseignement fondé sur l'idéologie née, il y a près de vingt siècles, au sein d'un petit peuple sémitique? Et n'a-t-il pas besoin, avant tout, pour triompher dans la bataille sociale, de pouvoir disposer, pleinement et entièrement, de sa pensée libre, de sa raison non obscurcie par un mysticisme qui peut ennobler, mais qui, en tout état de cause, paralyse et atrophie la lucidité du jugement et l'énergie du vouloir?

En troisième lieu, l'école, créée par la collectivité, doit éduquer l'enfant pour cette collectivité. Elle doit cultiver dans son esprit et dans son caractère tout ce qui peut contribuer à en faire un citoyen, conscient de

ses devoirs envers la cité et des droits inhérents à tout être libre et destiné à vivre en commun avec d'autres êtres libres dont il se sent l'égal et envers lesquels il se veut fraternel.

\*\*

Contre cette conception de l'école, l'Eglise s'est, dès l'abord dressée, et n'a pas cessé de protester. Et, étant donné son essence, la lutte contre la laïcité lui est imposée comme un devoir imprescriptible.

Détentrice de la vérité, seule détentrice de la seule vérité que Dieu lui-même a révélée aux hommes, l'Eglise, à moins de se renoncer elle-même, ne saurait être tolérante. L'anathème brandi par le pape Grégoire XVI dans l'encyclique *Mirari Vos*, contre « ce délire qu'on doit procurer et garantir à chacun la liberté de conscience », nous le retrouvons, lancé avec la même énergie, dans l'article XLVIII du *Syllabus* interdisant aux catholiques d'approuver un système d'éducation en dehors de la foi catholique et de l'autorité de l'Eglise; dans la Déclaration du 10 mars 1925 des archevêques et cardinaux de France affirmant : 1° « que les lois de la laïcité sont injustes comme contraires aux droits formels de Dieu »; 2° « quelles tendent à substituer, au vrai Dieu, des idoles (la liberté, la solidarité, l'humanité, la science, etc...) »; 3° « que les lois de la laïcité ne sont pas des lois, qu'elles attentent aux droits de Dieu et qu'il n'est pas permis aux catholiques de leur obéir », et enfin dans l'encyclique *Quas Primas*, du 11 décembre 1925, statuant « que la peste de notre temps, c'est le laïcisme, ses erreurs et ses tentatives impies ».

Ce n'est donc pas, on le voit, contre les abus de la laïcité, c'est contre le principe en soi que l'Eglise n'a cessé de s'élever.

Cette condamnation majeure de la laïcité implique celle des assises mêmes de nos démocraties modernes, celle de la liberté et de l'égalité de tous les citoyens, celle de la souveraineté populaire, Dieu seul, dans la doctrine catholique, étant libre et souverain.

L'Eglise étant ce qu'elle est ne reproche pas, en réalité, à la société civile de lui avoir mesuré la part qui lui

revient dans l'octroi de l'enseignement, mais elle lui reproche de ne le lui avoir pas laissé tout entier. Ce qu'elle ne cessera de réclamer avant de l'avoir obtenu, c'est la restauration de sa puissance passée, c'est la résurrection de son antique monopole.

\*\*

Ces revendications de l'Eglise, ceux qui se souviennent de ce que dans le passé elle a fait pour l'enseignement, arrivent à les comprendre. Et ils comprendraient également que l'Eglise tentât de rivaliser victorieusement avec l'école laïque de par la supériorité de ses écoles à elle : hygiène plus attentive, méthodes plus souples, capacité plus grande des maîtres, etc...

Est-ce là la forme de la lutte que l'Eglise a engagée contre l'école laïque? Qui oserait le prétendre?

L'arme dont elle se sert est la contrainte.

Contrainte physique : attentats contre des instituteurs assez audacieux pour ne pas renoncer à un manuel déplaisant au curé, comme l'attentat contre l'instituteur de Couffouleux; refus de vente d'aliments indispensables à la vie — pain, lait, viande — comme celui qui est communément pratiqué en Ille-et-Vilaine, en Vendée et dans la Loire-Inférieure.

Contrainte morale : refus de l'admission à la première communion pour les enfants des écoles laïques; sermons du curé contre les instituteurs et surtout les institutrices, à qui l'on ose reprocher de faire de l'école un instrument de corruption et de dépravation; médisances et calomnies assénées cyniquement ou sournoisement répandues.

Contrainte sociale, enfin, la plus irrésistible de toutes : menaces de l'employeur — propriétaire foncier ou usinier — de dénoncer les baux ou de procéder au renvoi de parents persistant à envoyer leurs enfants à « la laïque » et, en cas de non obéissance à l'impérieuse injonction, exécution de la menace...

Rapport pour le Congrès de Toulouse,  
Cahiers 1928, pp. 123, 124, 125.

## Démessure allemande

La plupart des hommes avertis qui suivent la chose publique sont convaincus que l'Allemagne réarmée et surarmée présente un grave danger pour l'Autriche, la Lithuanie, la Tchécoslovaquie, la Russie soviétique et, enfin, la France. Et ils se demandent s'il est possible de se fier aux protestations pacifiques de Hitler que, jusqu'à présent, n'accompagne aucune proposition précise ni aucune offre de négociation.

Avant de répondre à cette question, je suis obligé de constater que la plupart des avocats du rapprochement de la France avec l'Allemagne hitlérienne ignorent profondément l'Allemagne d'aujourd'hui et d'hier. Ils n'en connaissent ni la langue, ni la littérature, ni la culture. Ils ne savent pas que l'âme allemande est malade et qu'elle l'a toujours été. Nation prodigieusement douée pour le bien comme pour le

mal, elle oscille incessamment entre ces deux pôles, elle a toujours été au-delà de l'un ou de l'autre. Dépassant tous les autres peuples dans l'extrême, l'Allemagne n'a jamais trouvé son équilibre, a toujours été portée à la démesure, n'a jamais été en paix avec elle-même. Le plus grand génie qu'elle ait enfanté — Goethe — a lutté durant toute sa longue et glorieuse existence contre cette absence de « forme », c'est-à-dire de mesure, et tenté de guérir son mal par de longs pèlerinages en Italie.

Mais tous les Allemands représentatifs n'avaient pas la clairvoyance auto-critique du poète de *Faust*. Tant d'entre eux, fièrement conscients des qualités éminentes de leur nation et aveugles pour ses défauts, considéraient que cette démesure était la marque du génie (ce qu'elle est, en effet, mais seulement en par-

tie), étaient et sont convaincus profondément que c'est à l'Allemagne qu'appartient la prééminence et qu'elle est destinée, tôt ou tard, à être la conductrice du monde. Et je ne conteste pas, quant à moi, que de par sa vigueur physique et intellectuelle, de par le génie de ses poètes, de ses musiciens, de ses philosophes, de ses savants, de ses industriels, elle ait des titres à jouer le rôle auquel elle aspire.

Disons, pour être juste, que d'autres peuples ont été en proie à la même mégalomanie et que la France n'a pas été exempte de la psychose qui sévit aujourd'hui, presque aussi virulemment qu'en Allemagne, dans l'Italie mussolinienne. Mais, en France, le bon sens de la race et son scepticisme (qui n'est peut-être que la forme extrême du bon sens) a toujours eu raison de ces accès de présomption morbide. En Allemagne, au contraire, la conscience d'être la race élue, à laquelle toutes les autres ont le devoir de se soumettre, est profondément enracinée dans l'esprit de ses intellectuels. Il faut se persuader que la crise par laquelle passe l'Allemagne, n'est pas la première. C'est Klopstock, l'auteur de la *Messade*, c'est Herder, au génie multiforme, c'est le grand Fichte qui enseignent que, de toutes les nations européennes, seule l'Allemagne est autochtone — *ein Urvolk* — parce que, seule, sa langue, jaillie d'une source naturelle, est pure et vivante. C'est Henri de Kleist, le plus puissant tempérament dramatique de l'Allemagne qui, dans sa *Hermannschlacht*, a exalté le forfait de Hermann le Chérusque jetant dans la fosse aux ours le général romain, parce qu'il était Romain et qu'il soupirait pour Thusnelda, la femme du vainqueur de Teutberg. Ce sont les Arndt et les Jahn, dont les imprécations brûlantes ont enfanté Karl Ludwig Sand, le meurtrier de Kotzebue. Et ce sont les corporations d'étudiants qui, précurseurs des nazis, firent, lors de

la fête de la Wartburg du 18 octobre 1817, un autodafé des ouvrages dont la tendance choquait leur chauvinisme, suivant, d'ailleurs, l'exemple illustre que leur avait donné Luther.

Je sais bien que ces excès s'expliquent par la tyrannie que Napoléon avait fait peser sur l'Allemagne. Et je sais, de même, que la monstrueuse sauvagerie des nazis s'explique, en partie, par la sévérité draconienne des traités de paix, par l'expédition de la Rhur, illégale et inique, par le fait que les Alliés ne se sont pas souvenu que le désarmement de l'Allemagne devait être le prélude du désarmement général. Combien de fois n'avons-nous pas déclaré qu'il était impossible de tenir sous le joug un grand peuple, et que ce peuple, fatalement, se redresserait et se libérerait de ses chaînes. Mais je sais aussi qu'il est dans l'âme allemande des réserves d'irréfrénable sauvagerie qui explosent à de certains moments, et qui — c'est là ce qui est énigmatique et déconcertant — coexistent avec des réserves de débonnairété, de sentimentalité, de « musicalité » qui se manifestent à d'autres moments et même se mêlent aux premières. Si vous voulez vous rendre compte de cette cohabitation, dans le tréfonds de la race, de ces excès de cruauté barbare et de pure et candide bonté, lisez les *Nibelungen*, son épopée nationale, Siegfried — et Kriemhilde-Hagen — voilà les deux pôles entre lesquels oscille incessamment le Germain « autochtone ». Et je sais enfin qu'il est puéril de revenir, sans arrêt, sur les responsabilités qu'a la politique française dans la résurrection de la barbarie allemande. Cette barbarie est, et c'est avec elle qu'il faut s'accommoder.

*Les Cahiers des Droits de l'Homme,*  
10 mars 1936, p. 149-150.

## Deux Allemagnes

*Je l'ai dit, il y a deux ans, en reprenant, pour la première fois depuis la guerre, la parole en Allemagne : si douloureux que soient les souvenirs qui nous séparent, il faut que nous jetions un pont sur l'abîme et, malgré tout, ce pont, nous le jetterons. J'ai dit vrai; car aujourd'hui il est bâti, ce pont; mais il n'est encore que de bois et il nous faut l'étayer de toute notre énergie. Votre ministre des Affaires étrangères m'a emprunté mon image; mais il en a modifié le symbole. Il a parlé d'un pont entre l'Allemagne d'hier et celle d'aujourd'hui, entre l'Allemagne impériale et l'Allemagne républicaine. Je dis que c'est là une tâche irréalisable. On ne peut marier la République à l'Empire, ni la Démocratie au Militarisme.*

*Oui, c'est un pont que nous voulons, mais un pont entre l'Allemagne d'aujourd'hui et celle, non pas d'hier, mais d'avant-hier, cette Allemagne qui avait conquis le cœur de l'Europe; l'Allemagne des grands jours de Weimar, de Bonn, d'Iéna; l'Allemagne à laquelle sont redevables si profondément la Science et l'Art; l'Allemagne que nous aimons et vénérons; l'Allemagne de Schiller et de Goëthe, de Beethoven, de Kant, de Hegel... C'est entre cette Allemagne-là et celle d'aujourd'hui qu'il vous faut jeter un pont. Et c'est alors que cette nation, devenue républicaine et démocratique, restée profondément philosophe, musicienne et lyrique, tout en étant grande par son commerce et par son industrie, c'est alors que cette nation redeviendra, avec les autres grandes nations civilisatrices, elle aussi, comme le froment de l'Europe, comme le festin auquel tous voudront participer.*

*Et c'est alors qu'avec vous, Allemands, et vous autres, Anglo-Saxons, nous construisons le grand, le véritable pont, le pont éternel de la Paix et de la Civilisation.*

À la Chambre des Seigneurs de Berlin, 15 octobre 1924.

(Cahiers 1924, page 574.)

## L'hitlérisme et les pacifistes

En face du bloc de l'Occident, le bloc de l'Europe centrale que domine l'Allemagne, Passons sur la Hongrie, qui, mutilée plus peut-être qu'il n'eût été équitable, passionnément révisionniste, ne comptant pour la réalisation de ses espoirs que sur l'Italie et le Reich, n'ayant qu'une armée relativement restreinte, mais vaillante et bien équipée, et pouvant, en cas de conflagration générale, créer de sérieuses difficultés à la Petite Entente. Passons sur la Pologne dont la politique demeure équivoque et qui, comme autrefois l'Autriche, est en train d'étonner le monde par son ingratitude : si, en effet, l'on comprend et approuve hautement l'entente qu'elle a conclue avec l'Allemagne, on comprend moins que, par la manière dont elle est pratiquée, elle ait l'air d'être tournée contre la France qui continue à se prêter à la fiction d'une alliance dont il faut dire que, dès l'abord, elle eut le tort d'être militaire et qu'elle n'offre aucune sorte de sécurité. Passons enfin sur l'Autriche qui, tout en se tournant vers Genève et la France pour les besoins de ses finances, et, plus récemment, vers la Petite Entente pour les besoins de son économie, reste inféodée à l'Italie dont elle suivra, docilement, tous les virages.

Demeure l'Allemagne, la mystérieuse, l'incompréhensible Allemagne.

En face d'elle, les pacifistes les plus passionnés sont perplexes et en proie à un conflit de conscience que Romain Rolland a analysé en termes si pathétiques. Nous sommes quelques-uns qui ont voué la majeure partie de leur vie intellectuelle à étudier la philosophie, la littérature, la culture allemandes et de leur vie active à travailler au rapprochement franco-allemand. Nul ne s'est consacré à cette double tâche avec plus de passion et avec une connaissance plus approfondie de l'âme allemande que l'auteur de *Jean-Christophe* et de ce *Beethoven* qui a été l'une des grandes étoiles des hommes de mon temps. N'est-ce pas un grand deuil pour nous tous que de voir un Romain Rolland désespérer de l'Allemagne d'aujourd'hui?

Et comment n'en désespérerait-il pas? Faut-il rapeler les forfaits dont se sont souillés les nazis, les assassinats qu'ils ont commis, les tortures qu'ils ont infligées, qu'ils infligent à des cent milliers d'êtres humains, n'ayant commis d'autre crime que d'être socialistes, ou communistes, ou pacifistes, ou catholiques, ou protestants non admirateurs du Führer, ou Juifs, les camps de concentration, l'incendie du Reichstag, le bain de sang du 30 juin, Thaelmann, Küster, von Ossiestzky et tant d'autres victimes, moins connues mais tout aussi innocentes? J'admire l'insensibilité de tant de nos amis qui, lorsqu'ils parlent de Hitler, oublient ce qu'il a fait ou laissé faire, qui, pacifistes intégraux, se targuent de leur qualité d'anciens combattants pour affirmer que Hitler parle de la guerre comme ils en parlent eux-mêmes. Je ne parle pas ici de certains jeunes gens se voulant étrangers à ce qu'ils appellent dédaigneusement sentimentalité et ce que nous appelons sentiments humains, que les souffrances

d'autrui ne touchent pas, qui n'ont pas de larmes pour les cris de détresse d'individus et de peuples. Je parle d'hommes qui, avec nous, ont lutté contre les crimes du Tsar blanc et du Sultan rouge, qui, avec nous, ont bataillé hier pour les Hindous opprimés par l'Angleterre. Ah! à ce moment, ils n'ont pas prétendu « balayer » seulement « devant leur propre porte ». Comme nous, ils se sentaient comptables de toutes les injustices se commettant dans le monde, comme nous, ils se croyaient appelés à les dénoncer et à aider à les réparer. Comme votre cœur s'est fermé! Comme votre faculté de sympathie s'est atrophiée! Comme vous êtes devenus indulgents au crime! Ne suivez-vous pas ce procès du Wupperthal où des milliers de syndicalistes, fidèles à leur foi de toujours, furent arrêtés et soumis à des traitements ayant entraîné la mort de sept d'entre eux et qui sont jugés par ces « tribunaux du peuple », se composant d'un Président, de deux officiers des S.A. et de deux chefs de groupe des S.S., tenus de s'en référer non à la loi, mais à des « constatations morales », n'accordant aux accusés que des avocats nommés par le Président, lesquels, à l'exemple de Maître Schewenger, de Cologne, déclarent, alors que leurs clients sont condamnés à mort, « qu'ils sont d'accord avec le Procureur général pour apprendre aux criminels politiques à trembler ». Ignorez-vous le cas de ce vieil avocat de Magdebourg, Maître Fliess, non aryen, mais admis au barreau comme ancien combattant du front, lequel, récusé par son adversaire sous le prétexte qu'il était plus honorable de plaider contre un nègre que contre un juif, cita celui-ci devant le Conseil de l'Ordre, ce qui motiva sa condamnation à neuf mois de prison, après quoi il se brûla la cervelle dans le corridor du Palais de Justice. Je sais bien que vous déclarez condamner les théories racistes, mais seulement dans une parenthèse et sans insister, de peur, dites-vous, d'attirer la haine des Français contre les Allemands. Crainte vaine. Car les Français dont vous parlez, les bellicistes d'hier, ceux qui nous stigmatisaient, vous comme nous, comme traîtres, alors que nous luttions ensemble contre le crime de la Ruhr (cf. ami Challaye, les *Cahiers* de 1923, p. 570) sont aujourd'hui d'ardents partisans d'un rapprochement avec l'Allemagne hitlérienne, non par amour de l'Allemagne et de la paix, mais du nazisme et dans l'espoir de voir la France sombrer, à son tour, dans les hontes de la dictature.

\*\*\*

Mais, puisque certains de nos compagnons de lutte sont devenus sourds à toute compassion, qu'ils ne se croient plus tenus de défendre la démocratie partout où elle est blessée, et d'être ce qu'ils furent : les chevaliers de la liberté, parlons faits et raison.

## A l'aide!

Il semble que, par les lourdes années que nous vivons, le cœur des hommes se soit durci et soit devenu insensible à tout sentiment de pitié et de tendresse humaines. Des milliers et des milliers d'êtres, exempts de toute faute, sont criminellement humiliés, offensés, torturés, broyés dans leur corps et dans leur âme. Des femmes et des enfants sont déchiquetés par des bombes. Des régions entières sont décimées par la faim. D'Espagne et de Chine, de longs cris de douleur s'élèvent : à Barcelone, 15.000 victimes en dix-sept mois; à Canton, 5.000 morts en une seule journée. Des tribunaux de Rome et des îles Lipari, des camps de concentration d'Allemagne, des Universités de Pologne et de Roumanie, sourdent des voix qui appellent à l'aide. Et par delà ces voix, ce sont celles qui viennent d'Autriche qui sont les plus désespérées. Là, la bestialité des bourreaux se donne pleine carrière. Les meilleurs, plutôt que de supporter les supplices qui leur sont infligés, se réfugient dans le pays où, il faut l'espérer, il n'y a pas de nazis : 8.000 suicides depuis deux mois dans la seule ville de Vienne, hier si riieuse, si pimpante, si dansante, aujourd'hui morne et silencieuse, comme un immense cimetière. La maison de la Ligue des Droits de l'Homme est assiégée, tous les matins, par des hordes d'Autrichiens qui sont parvenus à s'enfuir, mais qui sont dénués de toute ressource.

Hier, on a pu lire dans les journaux allemands que des 6.000 élèves juifs qui fréquentent les écoles de Vienne, seuls, 450 seront admis à la rentrée prochaine. Que deviendront les 5.550 autres? Il est interdit même aux établissements privés de les accueillir. Qu'on se représente la détresse de leurs parents!

Mais on ne se la représente pas. On dirait que l'imagination des hommes ait été mutilée. Aux sanglots qui soulevaient tant de poitrines ne répond qu'un pauvre écho. Tant de forfaits se sont accomplis depuis le grand massacre que les opinions publiques, saturées d'horreur, n'ont plus la force ni n'éprouvent la volonté d'une révolte agissante. Alors qu'au XIX<sup>e</sup> siècle, la France et l'Angleterre se sont dressées contre les tortionnaires de Vienne, de Saint-Petersbourg, de Constantinople, que les Italiens et les Slaves irrédentes, les Polonais, les Hongrois, les Juifs, les Finlandais, les Arméniens, les Bulgares ont trouvé, même parmi des hommes d'Etat responsables, comme un Gladstone, des avocats passionnés, aujourd'hui, les grands criminels de Rome, de Berlin, de Burgos, de Tokio peuvent affamer, torturer, assassiner des milliers d'innocents sans que la conscience universelle les flétrisse et tente de les arrêter dans leur marche sanglante. Seuls, la classe ouvrière et les partis qui la représentent font entendre des protestations et s'imposent avec une admirable générosité de sévères sacrifices pour apporter de l'aide aux plus dénués. Quant à la bourgeoisie libérale, ses sympathies sont hésitantes et c'est dans son sein qu'il s'est trouvé des hommes de premier plan pour trouver des excuses aux massacreurs et même, ô honte! pour encourager les démocraties à pactiser avec eux. Le monde est veuf de bonté et de courage et son credo est le « laissez faire et laissez passer », transporté du domaine économique au domaine moral.

Et ma pensée se reporte à quelque quarante ans en arrière. Un officier juif a été condamné illégalement et injustement. A la voix de quelques intellectuels, le pays tout entier s'est dressé pour libérer le capitaine Dreyfus de sa double boucle et l'arracher à l'île d'infamie. Aujourd'hui, ce sont des centaines de milliers d'innocents qui crient merci. Et l'on se bouche les oreilles pour ne pas entendre leurs supplications. Nous allons à nos occupations quotidiennes et à nos frivoles plaisirs sans participer, fût-ce seulement par la pensée, à la tragédie, aux tragédies qui se déroulent autour de nous. Il semble que le sentiment de la solidarité humaine soit mort en nous.

Eh bien! ce sentiment, il faut le réveiller. Le maréchal Goering a déclaré que, en quatre ans, il faudra que Vienne, qui en contient 230.000, soit entièrement vidée de ses Juifs. Que vont-ils devenir? Où pourront-ils porter leurs pas? Le monde permettra-t-il qu'ils soient lentement asphyxiés, comme les Juifs d'Allemagne, ou les obligera-t-il à recourir à ce suicide collectif qu'avait prédit et préconisé, pour toute l'humanité, le philosophe Edouard de Hartmann?

La conférence qui, au début de juillet, se réunira, sur l'invitation du président Roosevelt, à Evian, aura pour tâche de s'occuper du sort des émigrés politiques d'Allemagne et d'Autriche. Puisse cette réunion être plus agissante que le défunt Comité de Genève. Le président Roosevelt a compris que les persécutions subies par des êtres humains pour leur prétendue race, leur religion, leurs idées politiques ou sociales, était un défi à la raison et que tous les peuples, non infectés du virus fasciste ou naziste, avaient le devoir de ne pas se désintéresser de leur destin. Il a estimé avec raison que c'était là un problème international qui ne pouvait être résolu qu'internationalement. Il serait injuste, il est impossible qu'un seul pays, qu'un seul continent accueille des centaines de milliers de réfugiés. Il s'agit de les répartir équitablement selon les possibilités climatiques, démographiques et surtout économiques. Il faut que le nouveau monde — le Canada, les Etats-Unis, l'Amérique du Sud — où tant de terres sont à défricher encore, tant de villes à fonder, tant d'industries à créer, s'ouvrent largement aux comités d'émigrants. Il faut que l'ensemble des Etats financent ces établissements qui, bien menés, ne pourront que profiter à ceux d'entre eux qui s'y seront prêtés.

Et il faut enfin que renaissent dans le cœur du plus grand nombre, cette compréhension et cette sympathie pour les maux d'autrui qui, de toutes les fleurs écloses dans l'âme des hommes, est la plus touchante et la plus proprement humaine.

## II

## SUR FÉVRIER 1934

*Circulaire aux Sections et Fédérations*

Mon cher Président.

Le 8 février 1934.

En présence des événements graves qui ont suivi le déplacement du préfet de police de Paris — réaction déchaînée, mouvement fasciste contre la Chambre, abdication du gouvernement devant l'émeute — la Ligue des Droits de l'Homme alerte toutes ses Sections et Fédérations contre le péril qui menace les libertés républicaines.

## LE FASCISME SE CROIT TRIOMPHANT !

Le Comité central s'est joint à la Confédération Générale du Travail et aux organisations suivantes : Parti socialiste S.F.I.O., Parti socialiste de France, Parti socialiste français, Parti républicain socialiste, Unité prolétarienne, Union anarchiste, Fédération ouvrière et paysanne, Chambre consultative des Associations ouvrières de production (1), décidées à coordonner leur action de

## DEFENSE DES LIBERTES PUBLIQUES.

Le Comité central invite les Sections et Fédérations à organiser dans tout leur ressort, de concert avec les syndicats confédérés et les organisations susnommées,

## UNE GRANDE MANIFESTATION PUBLIQUE, LE DIMANCHE 11 FEVRIER.

Vous tiendrez à mettre votre Section en mesure de participer à cette manifestation, qui devra, partout où ce sera possible, comporter :

1° Une démonstration en cortège — SANS ARMES, mais avec banderoles ou pancartes portant (à l'exclusion de toute autre formule), les mots :

LIGUE DES DROITS DE L'HOMME  
POUR LA JUSTICE ! POUR LA REPUBLIQUE !  
POUR LA REPRESSION DE TOUS LES SCANDALES !  
CONTRE LE FASCISME ET LA GUERRE !

2° Une réunion publique dans les formes ordinaires.

Vous veillerez, au cours de la réunion, comme au cours de la démonstration, A L'ABSTENTION ABSOLUE DE TOUTE VIOLENCE.

Aucun cri, aucune violence : vous opposerez à toute provocation, quelle qu'elle soit et d'où qu'elle vienne, un sang-froid inébranlable.

Le Comité central vous prie de vous mettre immédiatement en rapport avec l'organisation syndicale confédérée de votre localité. A défaut d'une initiative syndicale, c'est à vous qu'il incomberait d'organiser la manifestation collective.

Nous vous serions reconnaissants de vouloir bien rendre compte au Secrétariat général des mesures que vous aurez prises.

Avec nos remerciements et l'assurance de notre solidarité plus que jamais étroite dans la défense de nos libertés, nous vous prions d'agréer, mon cher Président, l'assurance de nos sentiments dévoués.

Le Président : Victor BASCH.

P. S. — Le Comité central vous fera parvenir à bref délai un manifeste dont il arrêtera les termes dans la soirée. Ne l'attendez pas pour organiser les manifestations !

Le Secrétaire général : Emile KAHN.

(Cahiers 1934, p. 129.)

(1) Le parti radical a donné son adhésion le vendredi 9.

# DÉCHÉANCE

# DÉCHÉANCE

Réunie en place de Grève, face à l'Hôtel de Ville,  
la foule a acclamé la motion suivante

CONSTATANT LE DIVORCE COMPLET ENTRE LE PARLEMENT ET  
L'OPINION PUBLIQUE

LE PEUPLE DE PARIS PROCLAME DEVANT L'AUGMENTATION DU  
GACHIS ET L'IMPUISSANCE DE NOS REPRÉSENTANTS

## LA DÉCHÉANCE DU PARLEMENT

IL FAIT APPEL AU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE POUR ASSURER  
LE PLUS RAPIDEMENT POSSIBLE

## LA DISSOLUTION DE LA CHAMBRE

LA NÉCESSITÉ  
S'IMPOSE D'UN GOUVERNEMENT PROVISOIRE  
QUI ASSURE LE REDRESSEMENT NATIONAL.

LE CALME REVENU, ON POURRA PROCÉDER A DE NOUVELLES  
ÉLECTIONS.

EN ATTENDANT, TOUS LES BONS CITOYENS DOIVENT SE  
CONSIDÉRER COMME ALERTÉS.

CONTRE LA TYRANNIE DES LOGES

# INSURRECTION

EST LE PLUS SACRÉ DES DEVOIRS

LE COMITÉ DE SALUT PUBLIC.



## La vérité sur l'émeute

De la Petite Gironde (8, 9 et 10 février 1934) :

Abusés, dupés, trahis par des chefs dont le seul dessein est d'exploiter à des fins bassement politiques le trouble que les maladresses d'un gouvernement irresolu et sans autorité a jeté dans les esprits, une foule de braves gens sont descendus dans la rue. Ils se sont heurtés aux forces de police, dont c'est la fonction, dont c'est le devoir de maintenir l'ordre. Des bagarres se sont produites. Des coups de feu ont été tirés. Des morts, des blessés en grand nombre... Tel est le bilan de cette journée d'émeute.

Et cela pourquoi?... Pour protester contre les scandales Stavisky? Contre le déplacement d'un préfet de police? Ah! disons-le : nous préférons encore la violence, même cynique, à l'hypocrisie et au mensonge.

Depuis un mois, toutes les forces de réaction et de fascisme, toutes les forces antirépublicaines, les Ligues d'Action française et de Jeunes patriotes étaient journellement excitées, alertées et entraînées à l'insurrection et au coup de force. Ceux-là, du moins, ne taisaient pas leur volonté. Le scandale, tous les scandales, les mesures prises par le Gouvernement, quelles qu'elles fussent, quelles qu'elles eussent été, n'étaient pour eux que l'occasion. Le but avoué, proclamé, c'était la lutte, la lutte ouverte et par tous les moyens de force, non pas même contre le Gouvernement, mais contre le régime, contre la République.

Et, du moins, cela était net et c'était franc.

La pire tristesse est que dans des groupements qui prétendent n'avoir rien de commun avec ces partis résolument anticonstitutionnels, qui même les combattent à coup d'insultes et d'outrages, la pire tristesse est que, dans ces groupements qui se disent nationaux, qui se proclament les défenseurs de l'ordre, tous les jours il était fait écho à ces appels à l'insurrection.

Et par-dessus tout, le cœur se soulève de dégoût à lire le mensonge qui suait de tant de proclamations enflammées qui, depuis trois jours, appelaient à des défilés, à des cortèges, les Croix de Feu, tous ces anciens combattants pour qui la nation tout entière n'a que reconnaissance et respect. Ah! oui. On les rassemblait, sans distinction de partis politiques! On les invitait à manifester dans le calme et la dignité!...

Des conseillers municipaux ne conviaient-ils pas, mardi matin, la population parisienne à se rendre devant la Chambre et ne l'exhortaient-ils pas à garder son sang-froid et la maîtrise de soi?

Tous ceux-là, des imbéciles ou des criminels?

Le calme, le sang-froid, la maîtrise de soi, dans cette atmosphère de guerre civile où, depuis huit jours, les émeutiers se jetaient la main en incendiant sur les boulevards des kiosques à journaux! Le cœur se soulève de dégoût...

Cahiers des Droits de l'Homme,  
1934, p. 120.

## Sur les événements de Février

### Conclusions du Comité Central

Les événements graves du 6 février ont sollicité l'attention vigilante de la Ligue des Droits de l'Homme.

En raison de leur gravité et devant les interprétations contradictoires qui en ont été données, la Ligue se devait de dégager la vérité, d'établir les responsabilités, de souligner les conséquences, de prévenir les dangers : c'est l'objet du travail que notre Commission d'Information devait préparer pour le Comité central de la Ligue.

Après avoir rassemblé de nombreux témoignages et étudié une documentation étendue, notre Commission est arrivée au terme de ses travaux. Elle est en mesure d'apporter une conviction mûrie, objective. Moins soucieuse de relater par le détail les événements que d'en dégager la signification historique, elle apporte ses conclusions devant les ligues et devant l'opinion publique :

#### 1° CARACTERE DE L'EVENEMENT

Le 6 février a été une émeute contre la représentation nationale, un coup de force dirigé contre le régime parlementaire. Le mouvement a été préparé de longue main et exécuté au moment où, par suite des circonstances — crise, déceptions politiques accumulées, scandale Stavisky — l'opinion paraissait le mieux préparée à accepter une intervention violente.

La technique des manifestations de janvier, et celle même employée lors de la journée décisive, démontre que le 6 février ne fut pas un mouvement spontané, mais une entreprise préméditée et calculée.

#### 2° LES EXECUTANTS

Toutes les organisations hostiles au régime démocratique conjuguèrent leurs efforts le 6 février. Ce fut une journée réactionnaire.

Les royalistes d'Action française jouèrent dans sa préparation un rôle important et s'allièrent pour la circonstance aux nationalistes des Jeunes patriotes et de la Solidarité française.

Les anciens combattants, fourvoyés par quelques dirigeants, servirent de couverture à l'opération : l'U.N.C. fit nombre; certaines associations de forme militaire jouèrent un rôle plus actif et, parmi elles, les Croix de Feu, qui opéraient pour leur propre compte.

Les éléments factieux, réunis par la haine commune du régime plus que par une conception positive, rencontrèrent un concours important au sein du Conseil municipal de Paris; participant à l'émeute, un certain nombre de conseillers allèrent jusqu'à envisager la création d'un gouvernement insurrectionnel.

Les appels des ligues, ceux des élus municipaux, ceux des Croix de Feu, révèlent les mêmes préoccupations, à la fois vagues et exaltantes, de « Révolution nationale ».

Dans la préparation de l'émeute, les factieux bénéficièrent de la complaisance de certains chefs de la police, et principalement du préfet de police Chiappe. Celui-ci révéla, par sa réponse au chef du Gouvernement, lorsqu'il dut quitter la Préfecture, qu'il se considérait comme un chef d'Etat, capable au besoin de se dresser contre l'Etat.

### 3° RÔLE DES PUISSANCES D'ARGENT

Les efforts des Ligues de droite pour exploiter le mécontentement public n'ont pu réussir et les mouvements revêtir leur ampleur que par le consentement des puissances d'argent. Ces puissances — Grande Industrie, Haute Finance, Trust Havas de l'Opinion — ne pouvaient doubler le cap de la crise et maintenir leurs privilèges qu'en s'affranchissant du contrôle parlementaire. C'est pourquoi elles ont « donné » contre le Parlement et mobilisé leur presse pour l'opération.

La grande presse a une responsabilité de premier plan dans les événements du 6 février, dans leur préparation, dans leur exécution, dans leur exploitation.

### 4° ACTION DU GOUVERNEMENT

En face de l'émeute, le Gouvernement de la République est apparu faible et isolé.

Il a sans doute évité le pire, mais sa force de résistance n'a pas excédé vingt-quatre heures.

S'il est resté désarmé devant les campagnes de presse, désemparé par des accusations passionnées et le plus souvent mensongères, c'est qu'il ne s'appuyait sur rien qui fût en mesure de balancer la puissance des congrégations économiques.

Il est clair que le Gouvernement Daladier n'a pas tenu de « guet-apens », pas plus qu'il n'a donné l'ordre de tirer. Mais ce Gouvernement, marqué d'insuffisance et dénué du sens des responsabilités, desservi d'ailleurs par la défaillance de ses services, limitait ses préoccupations à l'enceinte du Parlement; il manquait d'appui populaire.

Aux prises avec la crise économique, dont aucun gouvernement n'a pu résoudre les difficultés, hésitant entre les injonctions des puissances d'argent et une politique d'orientation démocratique, le Gouvernement Daladier apparut dès les premiers pas comme voué aux compromis et aux velléités.

Il a osé renvoyer Chiappe, il a su, le 6 février, barrer la route à l'émeute et par là sauvegarder au moins la forme républicaine. Mais, le 7, privé de contact avec les milieux populaires, il laissait la voie libre à l'« Union nationale ».

### 5° PREMIER OBJECTIF ATTEINT

L'émeute du 6 février a atteint un premier objectif, elle a partiellement réussi, il serait dangereux de se le dissimuler : le Gouvernement parlementaire et le Parlement ont abdicqué devant les factieux, le verdict rendu par les électeurs de 1932 s'est trouvé annulé, comme le verdict de 1924 avait été annulé en 1926 par le chantage de l'inflation. Mais la situation est aujourd'hui plus grave, car la crise permet une exploitation plus facile de toutes les misères. Aussi, dans son désarroi, le Parlement ne s'est-il par arrêté comme en 1926 à la liste des pleins pouvoirs... la Démocratie se laisse grignoter.

Certains des participants du 6 février se proposaient d'aller plus loin que l'Union nationale, jusqu'à la dictature de « Salut public ». Mais les dirigeants des puissances d'argent ont en général préféré ne pas s'aventurer au-delà du premier objectif; après avoir rêvé d'un « ministère de techniciens », ils ont pensé que l'Union nationale pourrait peut-être suffire à réaliser leurs desseins.

### 6° LES CONSÉQUENCES DU 6 FÉVRIER

Avec le 6 février, la violence a été introduite dans la vie politique française comme un facteur habituel. Depuis, la violence est entretenue méthodiquement dans le pays, par les manifestations et les provocations des fauteurs du 6 février. Sous l'égide d'un « Gouvernement de Trêve », la France connaît à son tour une sorte de guerre civile perlée.

Ce n'est pas encore le fascisme : ce peuvent être les prodromes du fascisme.

(Cahiers, 10-20 octobre 1934.)

## Satisfaction de Mussolini

*Du Temps, coup de téléphone de son correspondant particulier à Rome, le samedi 10 février :*

... La profonde secousse que vient de traverser Paris a dissipé quelque peu cette raillerie facile, ce dédain avec lesquels on jugeait à Rome, depuis longtemps, certains aspects de la politique intérieure française. Il semble même que le sursaut des forces nationales, tel qu'il s'est traduit par les manifestations d'anciens combattants et autres associations patriotiques, ait suscité dans divers milieux italiens un sentiment de surprise et de sympathie. Depuis longtemps, en effet, il était de bon ton de croire ici à une certaine dépression morale du peuple français. Le grand élan sentimental qui a soulevé Paris a cet effet d'atténuer sensiblement la croyance en cette déplorable légende.

*Du Tevere (13 février) :*

Pour faire face à la révolte de la conscience populaire, il ne suffira même pas des canons placés pour la défense du Palais-Bourbon, ni de la fausse entente entre le colonel bocheviste Herriot et le républicain réformiste Tardieu, ni de la présence au sein du cabinet, de Marquet et du chef des anciens combattants massacrés par les gardes républicains. L'époque de la démocratie est finie et une civilisation nouvelle, la civilisation fasciste, éclaire le monde. Vouloir l'arrêter est une folie.

On verra bien.

*Cahiers des Droits de l'Homme,*  
1934, p. 126.

## Adresse au Professeur Einstein

La Section de Genève de la LIGUE FRANÇAISE POUR LA DEFENSE DES DROITS DE L'HOMME ET DU CITOYEN

Réunie en assemblée générale le vendredi 26 mars 1954

ADRESSE au Professeur Einstein ses félicitations émues et ses vœux sincères à l'occasion de son soixante-quinzième anniversaire et du vingtième anniversaire de l'acte qui, le 24 mars 1934, en lui retirant la nationalité allemande, a fait de lui un citoyen du monde ;

SALUE le savant qui, à travers toutes les épreuves d'une époque de l'Histoire parmi les plus troublées, n'a jamais cessé d'affirmer sa foi dans la dignité de l'Homme, dont la liberté de pensée est un élément essentiel ;

SOUHAITE ARDEMMENT que l'esprit de compréhension, de tolérance et de bonté qui a toujours inspiré le Professeur Einstein l'emporte finalement sur les forces d'oppression qui sévissent encore dans le monde plus de huit ans après la chute des dictatures fascistes ;

EXPRIME ENFIN SA CONVICTION que l'œuvre immense accomplie par ce chercheur de génie ne cessera de servir les aspirations les plus nobles de l'Humanité, permettant à celle-ci, par-delà les misères et les servitudes de sa condition actuelle, de mesurer à l'échelle de l'Univers la grandeur de sa destinée.

Toute la Ligue s'associe à la motion de Genève et adresse ses vœux au savant qui sait être aussi un homme de cœur et de courage.

**RETARDATAIRES,**

*Renouvelez votre abonnement aux Cahiers pour la série en cours.*

## Entre Berlin et Genève

Le Comité Central de la Ligue des Droits de l'Homme, réuni le 15 mars 1954, constate avec satisfaction que la Conférence de Berlin a marqué la reprise du dialogue entre les puissances occidentales et l'U.R.S.S. et que sa simple réunion a contribué à défendre l'atmosphère internationale. Il se félicite que, dans le communiqué final, les quatre puissances aient envisagé la reprise des conversations sur la réduction des armements.

Il déplore que, sur les problèmes concrets qui constituaient son objet propre, la Conférence n'ait pas abouti. Le maintien déplorable du « statu quo » en Allemagne et en Autriche tient essentiellement à ce que les parties en cause n'étaient pas disposées à faire les concessions propres à dissiper leur méfiance et leur peur réciproques. Le projet de C.E.D. dont M. Bidault disait, avant la Conférence, qu'il n'y renoncerait en aucun cas, a pesé sur les délibérations et les a faussées. Il apporta des relations d'observateurs attentifs et impartiaux que des représentants du gouvernement de Bonn ont joué à Berlin un rôle très actif en faveur des accords de Bonn et du traité de Paris. La hâte du chancelier Adenauer à faire voter par le Bundestag une loi de conscription, au mépris du statut d'occupation encore en vigueur, montre combien il est impatient de réarmer son pays.

Si les représentants de la France et des États-Unis ont marqué leur intention de poursuivre la politique qui aboutit à ce réarmement, il n'est pas contestable que le ministre des Affaires Étrangères de l'U.R.S.S. a donné prise, dans la présentation de son projet de sécurité européenne, au reproche de soumettre l'Europe occidentale, du fait de l'éviction des États-Unis, à la toute-puissance de l'U.R.S.S. Néanmoins ce projet mériterait d'être étudié. Il était susceptible de recevoir des amendements, et M. Molotov s'est déclaré depuis prêt à en accepter. En le rejetant d'emblée, sans examen et sans débat, les Occidentaux se sont donné l'apparence de repousser la sécurité collective.

S'agissant de l'Autriche, si des considérations stratégiques ont déterminé le ministre des Affaires Étrangères à refuser d'abord le retrait des troupes russes, une solution de compromis, permettant enfin la conclusion du traité de paix et sur le point d'être acceptée par le gouvernement autrichien, a été écartée sous la pression américaine : ici encore, la méfiance réciproque et la hantise du réarmement de l'Allemagne, souhaité d'un côté, redouté de l'autre, ont empêché l'accord.

Il apparaît donc qu'à Berlin l'effort de compréhension mutuelle, qui aurait permis de rapprocher les points de vue et de réaliser un commencement d'accord, n'a pas été tenté.

\*\*\*

Du moins, les conversations n'ont-elles pas été rompues et un nouveau rendez-vous a-t-il été pris pour Genève en vue d'y régler, si possible, les affaires de Corée et d'Indochine.

Malheureusement, la conception même de cette Conférence ne permet pas de bien augurer de ses résultats. La première condition de la pacification paraît être la reconnaissance « de jure » de la Chine de Mao-Tsé-Toung : or, M. Foster Dulles l'a formellement exclue.

En ce qui concerne la cessation des hostilités en Indochine, le Comité Central ne peut que partager les doutes, exprimés à la tribune de l'Assemblée, sur la valeur de la méthode employée. Se référant à ses résolutions précédentes, il affirme à nouveau que les pourparlers d'armistice doivent s'engager directement avec l'adversaire et que ceux-ci doivent être débattus dans les conditions d'une paix qui serait reconnue le droit des peuples de l'Indochine au libre choix de leur régime politique, économique et social, garantie la sécurité de chaque citoyen du Viet-nam, ménagée tous les intérêts de la France et assurées ses relations amicales avec le nouvel État.

Fidèle à sa doctrine constante, la L.D.H. ne veut en Indochine ni d'une reconquête militaire, reconnue impossible, ni d'un abandon qui compromettrait la sécurité de nos nationaux et des Vietnamiens qui se sont rangés à nos côtés. Elle observe que les conversations directes qu'elle recommande ont plus de chances d'aboutir et de garantir les droits et intérêts des deux parties qu'une négociation étendue à des puissances telles que l'U.R.S.S. et les États-Unis, qui n'ont pas intérêt à la fin rapide de la guerre en Indochine, et avec la Chine, toujours prêts à saisir l'occasion d'installer sa tutelle en Indochine sur des peuples qui n'en veulent pas.

Le Comité Central note avec satisfaction que, pour la première fois depuis huit ans, un président du Conseil a affirmé à la tribune que la paix était nécessaire en Indochine, et que l'Assemblée s'est prononcée en principe pour la cessation du conflit. Il signale à ce propos les grandes responsabilités des hommes politiques qui, dans le passé, ont fait échouer toutes les tentatives de pacification.

Aujourd'hui encore, observant que l'action engagée par le Gouvernement et soutenue par la majorité de l'Assemblée, ne répond pas aux déclarations faites et aux sentiments exprimés, il redoute qu'une occasion de paix soit une fois de plus manquée.

Il note que les conditions posées par le président du Conseil à la suspension des hostilités, qui sont celles d'un vainqueur à un vaincu, ressemblent aux ultimatums inacceptables d'antan et que l'Assemblée a repoussé l'ordre du jour prescrivant « de saisir ou de susciter toute occasion de mettre fin aux hostilités en Indochine ».

Il se demande si l'aspiration, par tous affichée, à la paix, ne recouvre pas, chez certains, le désir inavoué de poursuivre la guerre et d'y obtenir le concours de forces étrangères, au risque de provoquer un conflit général. Conscient du péril que courrait alors le monde, il attire avec force l'attention des pouvoirs publics sur la déception et l'inquiétude que provoquerait, dans l'opinion, l'échec de la Conférence de Genève.

\*\*\*

En Europe, c'est le réarmement de l'Allemagne qui est actuellement le problème majeur. Le Comité Central proclame une fois de plus que ce réarmement, sous quelque forme que ce soit, risquerait d'aboutir à une nouvelle guerre mondiale et qu'il constituerait une menace pour les institutions démocratiques des pays engagés dans la Communauté européenne de défense, à commencer par l'Allemagne. Il attend de l'Assemblée, qu'en repoussant la C.E.D., elle écarte ces périls.

Le Comité Central adjure le gouvernement, le Parlement et les pays de rechercher avec sincérité la solution amiable de tous les conflits, de travailler sans arrière-pensée à la réduction des armements et de préparer, en Europe comme en Asie, les conditions de la paix qui est indivisible.

Au Gouvernement et au Parlement, le Comité Central rappelle que leur devoir est de maintenir l'indépendance de la France, même à l'égard de ses amis. La France représente dans le monde une puissance assez grande encore, et une tradition assez haute, pour écarter fermement les pressions déplacées et les cartes forcées et pour tenir à ses alliés un langage d'égal à égal.

\*\*\*

Au delà des pouvoirs publics, c'est à la Nation française elle-même que la Ligue des Droits de l'Homme s'adresse.

L'heure des décisions capitales est proche : Genève dans quelques semaines, la ratification ou le refus de la C.E.D. dans deux mois. En son immense majorité, la France veut la fin de la guerre d'Indochine. Dans sa majorité aussi, elle n'accepte pas le péril du réarmement allemand. Mais, une fois liée aux décisions contrairement que ses gouvernants risqueraient de prendre, elle ne pourra plus se dégager.

Qu'elle parle donc à présent, haut et net!

Qu'elle fasse entendre sa volonté souveraine et qu'elle l'impose à ses représentants!